

IA ÉTHIQUE

2023



Histoires, expériences et idées sur
l'IA provenant de la société civile de
plus de 30 pays.

SOCIÉTÉ CIVILE MANIFESTE





INTRODUCTION



Un message à nos lecteurs

Le Manifeste de la société civile pour une IA éthique est plus qu'un simple document statique ; c'est un projet dynamique qui va au-delà des mots. Il englobe une tapisserie de tables rondes en personne, de discussions et de récits d'organisations de la société civile du monde entier. Il s'agit de notre contribution aux efforts multiples et divers des organisations de la société civile, des militants des droits humains et des experts en technologie pour changer l'approche et les récits autour de l'IA et de l'apprentissage automatique.

Les origines de ce Manifeste

Pourquoi créer un manifeste de la société civile pour une IA éthique ? Parce que les récits et les points de vue des organisations de la société civile concernant le développement et l'utilisation de l'IA ont souvent été marginalisés dans les discussions. Dans les pages qui suivent, vous trouverez non seulement un ensemble de recommandations, mais aussi des récits, des expériences et des aspirations pour un avenir où le progrès technologique est un sujet de discours partagé, plutôt que l'affaire de quelques privilégiés.

QUI ET QUOI

40+

Organisations et militants de la société civile

14

Études de cas et articles

30+

Pays

Coordonné par Forus

COMMENT ÇA A COMMENCÉ

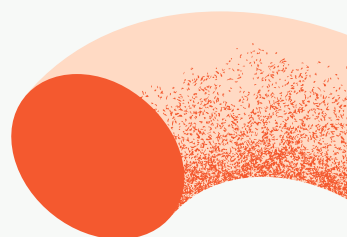
En avril 2021, la Commission européenne a présenté les "premières règles sur l'IA", proposant le cadre réglementaire initial de l'UE pour l'IA. En 2023, le Parlement européen a adopté sa position de négociation sur la loi sur l'IA, les États-Unis ont élaboré un projet de charte des droits de l'IA, le Brésil a élaboré un projet de loi sur l'IA, le Canada un outil d'évaluation de l'impact des algorithmes et le Costa Rica une proposition de loi sur l'IA. Cependant, de nombreux pays et régions du monde n'ont toujours pas de réglementation concernant l'IA et l'utilisation de technologies innovantes.

Les questions entourant l'IA sont plus nombreuses que les réponses:
Comment pouvons-nous garantir que les systèmes d'IA sont sûrs, fondés sur les droits, transparents, traçables, non discriminatoires, responsables et respectueux de l'environnement ?

En tant qu'organisations de la société civile, agissant en tant qu'intermédiaires entre les gouvernements et les communautés, nous ressentons déjà les effets profonds de l'IA. De Hong Kong à la Biélorussie en passant par le Chili, nous avons été les témoins directs de l'existence et de la manifestation des technologies de l'IA dans le monde réel. Les activistes et les défenseurs de première ligne ont subi des abus du fait des technologies d'IA, allant de la reconnaissance faciale à l'analyse prédictive, en passant par d'autres formes de collecte de données et de biais, comme l'ont montré de récents rapports des Nations unies et des procédures spéciales.

Simultanément, divers modèles d'apprentissage automatique aident à détecter les risques pour l'espace civique, et de nombreux militants et experts en technologie investissent dans l'IA "éthique" ou "responsable" pour atténuer les risques associés et soutenir le travail des organisations de la société civile.

S'inspirant d'initiatives telles que Decolonial AI Manifesto et la loi européenne sur l'intelligence artificielle pour les droits fondamentaux, ce Manifeste de la société civile pour l'IA représente un effort de collaboration visant à conseiller les décideurs politiques sur les risques et les opportunités de l'IA spécifiquement pour les organisations de la société civile et son impact sur leur travail.



Il rassemble des voix diverses, notamment celles des peuples autochtones, des jeunes, des femmes et des défenseurs des droits humains. Le manifeste reconnaît les divers impacts de l'IA sur les communautés et propose des recommandations sur la construction d'une IA décoloniale, juste et accessible qui puisse étendre l'espace civique dans le monde entier au lieu de le restreindre.

Le manifeste, élaboré par un groupe de plus de 50 organisations de plus de 30 pays, sera présenté et ses messages feront l'objet d'un suivi aux niveaux national, régional et international. Cet effort collectif vise à s'engager dans des activités de plaidoyer et de renforcement des capacités afin de garantir l'impact du document.

Nous partons de l'hypothèse des chercheurs et des activistes, qui soutiennent que l'IA est un produit de données historiques représentant des inégalités et des injustices. Si nous utilisons les systèmes d'IA actuels comme base de décision pour l'avenir, nous risquons de perpétuer les inégalités existantes.

Si nous apprécions les efforts déployés pour favoriser l'inclusion dans l'IA, nous reconnaissons également que le discours entourant l'IA, tout comme la technologie elle-même, a été principalement façonné par "l'Occident, la blancheur et la richesse". Notre objectif est non seulement d'explorer, de remettre en question, de perturber et de réimaginer les hypothèses sous-jacentes à ce discours, mais aussi d'élargir la discussion pour incorporer des communautés au-delà des "experts" traditionnels.

Nous reconnaissons que la vie, le travail et l'avenir de divers groupes, tels que les jeunes, les personnes touchées par les conséquences environnementales de l'IA et les individus affectés par ses préjugés raciaux et sexistes, seront considérablement influencés. Dans les pages qui suivent, ils présenteront leur point de vue unique sur l'IA, offrant leurs propres interprétations et compréhensions du concept, des politiques et des pratiques.

Nous nous trouvons actuellement à un moment critique où la plupart des pays ne disposent pas d'une politique ou d'un cadre réglementaire complet en matière d'IA. Toutefois, plusieurs initiatives ont été lancées pour promouvoir une adoption plus sûre de l'IA et traiter les risques potentiels associés à la technologie.

La dépendance soudaine à l'égard de l'IA et d'autres technologies numériques en raison de la pandémie de COVID-19 a introduit de nouvelles vulnérabilités, permettant la commercialisation des données des citoyens, voire leur militarisation. Par conséquent, des questions telles que les biais algorithmiques, les atteintes à la vie privée, le manque de transparence et la complexité globale de la compréhension des interactions de l'IA nécessitent des considérations politiques.

Il est essentiel d'informer les politiques d'IA qui abordent de manière critique le degré de dépendance à l'égard des systèmes d'IA, en particulier dans les secteurs publics.

En fin de compte, en raison de son rôle stratégique et de ses responsabilités, la société civile a le potentiel d'orienter l'IA dans une direction positive. En encourageant la responsabilité et en faisant entendre la voix des communautés historiquement marginalisées, nous pensons que ce manifeste collectif contribuera à la réalisation de ces objectifs.

LE PROCESSUS

Le processus d'élaboration du Manifeste de la société civile pour l'IA a débuté lors de l'assemblée Digital Rights Asia-Pacific 2023 (DRAPAC), qui s'est tenue à Chiang Mai en mai 2023. Cet effort de collaboration a été initié par une table ronde organisée par Forus, un réseau mondial de la société civile, en collaboration avec l'Asia Development Alliance, le European Center for Not-For-Profit Law (ECNL), l'Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD), l'Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP), et l'Asia Center. Plus de 50 organisations de la société civile se sont réunies en ligne et hors ligne pour explorer les risques et les opportunités liés à l'IA et à ses applications.

Par la suite, un atelier virtuel mondial a été organisé pour approfondir ces sujets avec divers témoignages d'organisations de la société civile, dont Paradigm Initiative, le Forum national des ONG de l'Ouganda, Red Unitas de Bolivie, le Pacte des peuples autochtones d'Asie (AIPP) et des initiatives telles que le projet Machine Learning for Peace de l'Université de Pennsylvanie. L'atelier visait à favoriser les discussions collectives et à partager les expériences personnelles concernant l'impact de l'IA sur les opérations et l'environnement de travail des organisations de la société civile. L'atelier a été suivi d'une session interactive dans le cadre de la réunion du groupe consultatif "Tech for Democracy".

Les organisations et les militants impliqués dans ces initiatives ont formé le corps constitutif responsable de l'élaboration du Manifeste de la société civile pour l'IA, un processus de rédaction collaboratif qui s'est étalé sur plus de six mois. Nous pensons que ce format quelque peu varié et non structuré reflète mieux la nature précoce et évolutive de cette discussion, tout en garantissant que le lecteur reste conscient du large éventail de perspectives articulées au cours de ce processus collectif.

LISTE D'ORGANISATIONS

AIPP / Asia-Pacific

Alianza ONG / Dominican Republic

Association INFO-COM 'Jeunes de Guelma / Algeria

Act Church of Sweden / Sweden

Asia Development Alliance / Asia

Asociación Chilena Pro Naciones Unidas (ACHNU) / Chile

Balkan Civil Society Development Network / The Balkans

Both Nomads / Belgium

Brazilian Association of NGOs (ABONG) / Brazil

CCOAIB / Rwanda

CNONGD / Democratic Republic of Congo

CONCORD Europe / Europe

Connect Humanity / USA

Creativity Lab for Empowerment and Innovation / Palestine

DanChurchAid (DCA) / Denmark

Machine Learning for Peace / USA

Digital Grassroots / Global

ECNL / Europe

EDRi / Europe

Feminist Humanitarian Network

Fingo / Finland

FONGTO / Togo

Forus / Global

Fundapi / Ecuador

Guinée juristes / Guinea

IDAY Liberia Coalition Inc. / Liberia

Hitesh Bhatt / India

Jalpa Patel / India

Jun-E Tan / Malaysia

Instituto para el Futuro Común Amerindio

IFCA / Latin America

Kq Hub Afrika / Uganda

Lafede.cat / Spain

MAKAIA / Colombia

National Campaign for Sustainable Development Nepal / Nepal

Nigeria Network of NGOs / Nigeria

Nyéléni - The International food sovereignty movement / Global

Oxfam / Global

Paradigm Initiative / Nigeria

PFNOSCM / Madagascar

Pollicy / Africa

Public Organization "Dawn" / Tajikistan

REPONGAC / Central Africa

Sask / Finland

UDYAMA / India

Uganda National NGO Forum (UNNGOF) / Uganda

Unitas / Bolivia



QUE TROUVEREZ-VOUS DANS LE MANIFESTE ?



Introduction



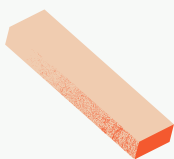
Liste des organisations
impliquées dans le
Manifeste



17 Études de cas,
articles,
expériences



6 faits sur l'IA



10 Recommandations
pour une IA éthique



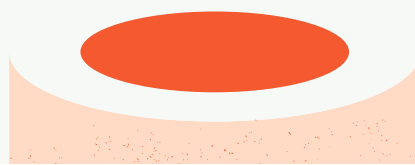
Ressources sur l'IA
et la société civile



Quelle est la
prochaine étape ?



Remerciements



CE SONT NOS HISTOIRES

Dans les pages qui suivent, vous trouverez des exemples concrets, des lettres, des histoires et des expériences personnelles qui expliquent comment l'IA s'articule avec des sujets tels que les perspectives des jeunes, les droits des travailleurs, le renforcement des capacités, l'engagement civique, l'inclusion et bien d'autres encore.





MERCI

Sarah Strack, Marie L'Hostis, Bibbi Abruzzini, Clarisse Sih, Estefania Acosta Vieillard (Forus), Jyotsna Mohan Singh (ADA), Vanja Skoric (ECNL), Alain Serge MIFOUNDOU (REPONGAC), Oyebisi Babatunde Oluseyi (NNNGO), Jun-E Tan, Machine Learning for Peace - University of Pennsylvania, Paradigm Initiative, Jean Bosco Senyabatera (CCOAIB), Nina Sangma (AIPP), Osei Manu Kagyah and Hanna Pishchyk (Digital Grassroots), Mika Välitälo (Fingo), Camilla Lohenoja (SASK), Ebenezer S. Thomas (IDAY Liberia Coalition Inc.), Nyéléni, Jared Ortíz González (Alanza ONG), Pollicy, Lafede.cat – Organitzacions per a la Justícia Global, Global Focus.



CADRES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES EXISTANTS SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN AFRIQUE

Par Miriam Beatrice Wanjiru et Sani Suleiman Paradigm Initiative

Résumé

Cet article présente les résultats d'une étude documentaire menée par Paradigm Initiative afin d'explorer l'état actuel et l'évolution des cadres juridiques et réglementaires relatifs à l'intelligence artificielle (IA) en Afrique. L'objectif de cette recherche est de mieux comprendre le paysage de l'IA, d'identifier les cadres et les initiatives existants et de comprendre les progrès de l'adoption de l'IA dans les différents pays africains. L'article fournit également une vue d'ensemble des défis et des opportunités existants pour l'avancement de l'IA en Afrique. Compte tenu de l'évolution rapide de l'IA, l'exactitude et l'actualité des informations présentées dans ce rapport se limitent aux développements jusqu'en juillet 2023.

Mots-clés : Intelligence artificielle, contexte africain, cadres, technologies émergentes, politiques

Introduction

Contexte et objectifs

Ces dernières années, les progrès rapides de l'intelligence artificielle (IA) ont déclenché des changements transformateurs dans divers secteurs, remodelant les économies et les sociétés dans le monde entier. Dans le contexte africain, cette évolution technologique a des implications uniques en raison de son potentiel à relever des défis de longue date et à favoriser une croissance inclusive. Quoi qu'il en soit, l'IA a également suscité des préoccupations juridiques et éthiques, en particulier au sein du monde universitaire et de la société civile. Dans ce contexte, cet article de recherche vise à examiner l'état actuel et l'évolution des cadres juridiques et réglementaires concernant l'IA en Afrique.

Les objectifs principaux de cette étude sont multiples. Il s'agit notamment de:

1. Éclairer le paysage actuel de l'IA sur le continent, en englobant à la fois les cadres existants et les initiatives émergentes.
2. Évaluer les défis et les opportunités intrinsèques à l'avancement de l'IA en Afrique, en examinant les principaux obstacles et les voies potentielles pour les surmonter.
3. Analyser l'adoption de la politique nationale du Ghana en matière d'IA, qui servira d'étude de cas pour ce projet.

Analyse contextuelle

Aperçu de l'IA en Afrique

L'adoption de l'intelligence artificielle et des technologies émergentes en Afrique est une interaction d'opportunités et de défis. Compte tenu de la diversité linguistique, culturelle et économique du continent, des initiatives telles que les techniques d'agriculture alimentées par l'IA pour une production alimentaire durable et les plateformes d'apprentissage personnalisées ont mis en évidence les capacités de transformation de l'IA dans le contexte africain. Parmi les défis actuels qui entravent l'adoption de l'IA en Afrique figurent les limitations infrastructurelles, telles que l'accès inadéquat à l'internet à haut débit et à des sources d'énergie fiables. Les disparités socio-économiques et la fracture numérique exacerbent la distribution inégale des avantages de l'IA, ce qui risque de désavantager les communautés marginalisées.

Les préoccupations éthiques, notamment la confidentialité des données, les biais algorithmiques et la sensibilité culturelle, ajoutent une nouvelle couche de complexité à l'adoption des technologies de l'IA dans les diverses sociétés africaines. En outre, la pénurie de talents locaux qualifiés dans le développement et la recherche en matière d'IA constitue un obstacle important à la réalisation d'une croissance durable axée sur l'IA sur le continent.

L'intersection de l'IA et de la société civile en Afrique

Les universitaires africains et les acteurs de la société civile de la région sont principalement préoccupés par l'intersection de l'intelligence artificielle, de l'éthique et de la protection de la vie privée. On considère que l'industrie de l'IA exploite déjà une main-d'œuvre bon marché et collecte des données auprès des consommateurs africains tout en ne donnant que très peu (voire rien) en retour à ces communautés. Par exemple, Worldcoin, fondée par Sam Altman, qui a également fondé OpenAI (la société à l'origine de ChatGPT), recueillerait des scans biométriques de l'iris auprès d'un public consentant non informé.¹ Au Kenya, par exemple, où la société opère depuis plus d'un an sans le consentement approprié du Bureau du commissaire à la protection des données (ODPC), les acteurs de la société civile ont fait valoir que l'objectif initial de collecte de données biométriques pour la vérification des cryptomonnaies a évolué vers d'autres utilisations sans contrôle adéquat, ce qui a conduit à un détournement de fonction et à une surveillance accrue de la population kenyane.

Des inquiétudes ont également été exprimées quant au néocolonialisme potentiel de l'IA au sein de l'espace privé et de la société civile en Afrique. Par exemple, dans le but d'améliorer la prestation de services et l'efficacité au Nigéria, l'utilisation d'agents conversationnels tels que les chatbots capables de fournir des réponses 24 heures sur 24 est en pleine croissance. Cela gagne en traction dans le secteur financier, en particulier dans les fintechs où des améliorations significatives ont eu lieu au cours de l'année dernière. Cependant, des recherches supplémentaires doivent être menées sur l'impact de la sexospécificité de ces agents conversationnels. Ceci est préoccupant, d'autant plus que les résultats de notre recherche révèlent que la plupart des chatbots actuellement déployés dans le pays sont délibérément genrés pour paraître féminins, renforçant ainsi les stéréotypes de genre déjà existants au sein des sociétés africaines. Avec l'augmentation du déploiement de ces bots dans de nombreux autres secteurs, il est crucial d'évaluer l'importance de la genrification de ces bots pour vérifier l'effet sur l'inégalité des sexes au Nigéria.²

Paysage politique de l'IA en Afrique

Cette section donne un aperçu de l'état actuel de l'IA en Afrique, en explorant les initiatives gouvernementales et les politiques continentales liées à l'IA.

Cadres politiques existants en matière d'IA en Afrique

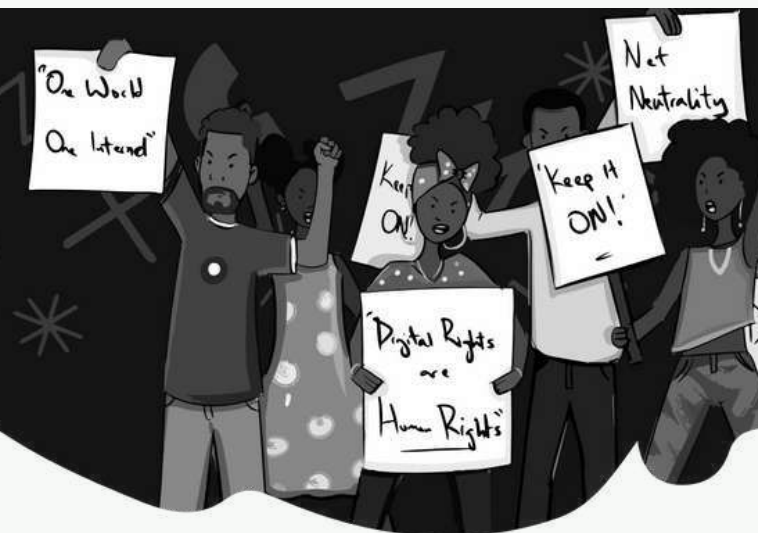
- La stratégie de l'île Maurice en matière d'IA, publiée en (2018) - Les domaines d'intervention suggérés dans la stratégie comprennent l'industrie manufacturière, les soins de santé, la fintech, l'agriculture, les ports intelligents et la gestion du trafic maritime.³
- La stratégie nationale égyptienne en matière d'IA (2021) s'articule autour de quatre piliers : L'IA pour le gouvernement, l'IA pour le développement, le renforcement des capacités et les activités internationales.⁴
- Plan directeur numérique 2022-2032 du Kenya - Adopté à la suite des conclusions du groupe de travail sur la technologie des grands livres distribués et l'IA, créé pour élaborer une feuille de route sur la manière dont le pays peut tirer pleinement parti des technologies émergentes.⁵
- Politique nationale du Rwanda en matière d'IA (2023) - La politique comporte six domaines prioritaires, subdivisés en éléments facilitateurs, accélérateurs et sauvegardes.⁶

Autres initiatives gouvernementales/cadres continentaux

- Ethical Policy Frameworks for Artificial Intelligence in the Global South (2019) - Un projet pilote de UN Global Pulse et du ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement.
- La stratégie continentale de l'Union africaine en matière d'intelligence artificielle pour l'Afrique - Un projet de stratégie sera soumis aux États membres de l'UA pour examen et validation afin de soutenir l'appropriation, après quoi une version adoptée à l'échelle du continent sera lancée lors du sommet de l'UA de janvier 2024 par les chefs d'État et de gouvernement d'Afrique.⁷
- Blueprint on Artificial Intelligence for Africa (2021) par SMARTAfrica et le gouvernement sud-africain.⁸

Institutions existantes consacrées à la recherche sur l'IA.

- L'Institut éthiopien d'intelligence artificielle
- Le Centre national nigérien pour l'IA et la robotique (NCAIR) - créé sous l'égide de l'Agence nationale de développement des technologies de l'information - s'emploie à promouvoir la R&D dans les domaines de l'IA, de la robotique, des drones et des technologies connexes et à créer un écosystème florissant pour l'entrepreneuriat axé sur l'innovation, la création d'emplois et le développement national.
- Égypte - Centre d'excellence en matière d'IA, qui s'emploie à former des professionnels de l'IA, à accélérer le déploiement de l'IA et à élaborer des normes et des lignes directrices sur l'utilisation sûre et responsable de l'IA.
- L'Afrique du Sud accueille le Centre for AI Research (CAIR), un réseau de recherche, ainsi qu'un Centre for the Fourth Industrial Revolution (C4IR South Africa), une initiative du ministère de la science et de l'innovation, liée aux réseaux de centres du Forum économique mondial (WEF) pour la quatrième révolution industrielle.
- Le Rwanda a ouvert un centre pour la quatrième révolution industrielle (C4IR Rwanda) en coopération avec le FEM.
- La République du Congo accueille le Centre africain de recherche sur l'IA, une initiative lancée en février 2022 avec le soutien de la CEA des Nations unies et destinée à faire progresser le développement des capacités et la recherche en matière d'IA sur l'ensemble du continent.



AYETA

Découvrez cette boîte à outils proactive pour les acteurs africains des droits numériques de Paradigm Initiative, qui répond au besoin croissant de protéger les défenseurs des droits numériques, les journalistes, les dénonciateurs et autres personnes travaillant avec des informations sensibles dans les pays du Sud.

- 1 <https://www.technologyreview.com/2022/04/06/1048981/worldcoin-cryptocurrency-biometrics-web3/>
- 2 https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-031-08215-3_6
- 3 https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-031-08215-3_6
- 4 National Council for Artificial Intelligence, Egypt. (2021). Egypt National Artificial Intelligence Strategy.
- 5 <https://paradigmhq.org/wp-content/uploads/2022/02/Artificial-Intelligence-in-Kenya-1.pdf>
- 6 <https://cioafrica.co/rwanda-launches-ai-policy-to-drive-economic-growth/#:~:text=Rwanda's%20AI%20policy%20focuses%20on,%2C%20public%20administration%2C%20education%20etc.&text=Rwanda%20has%20designed%20an%20Artificial,foster%20inclusive%20and%20sustainable%20development.>
- 7 <https://www.nepad.org/news/artificial-intelligence-core-of-discussions-rwanda-au-high-level-panel-emerging#:~:text=The%20AU%20AI%20Continental%20Strategy%20seeks%20to%20guide%20these%20areas,of%20AI%20in%20various%20industries.>
- 8 <https://afripoli.org/ai-in-africa-key-concerns-and-policy-considerations-for-the-future-of-the-continent>

Étude de cas : Ghana

Le Ghana se targue d'un taux de pénétration de l'internet impressionnant de 72 % selon des statistiques récentes, cultivant un environnement numérique florissant particulièrement attrayant pour les jeunes. Cependant, l'adoption de l'intelligence artificielle au Ghana en est encore à ses débuts, la plupart des individus ne possédant qu'une compréhension de base du vaste potentiel de cette technologie.

En 2018, Google a franchi une étape importante en établissant son premier centre de recherche africain sur l'IA à Accra, au Ghana. Le géant américain de la technologie vise à renforcer les capacités croissantes de l'Afrique en matière d'intelligence artificielle grâce à des efforts de collaboration avec les universités, les institutions de recherche et les gouvernements de la région. Parmi les initiatives innovantes figure le projet Relate de Google, une application Android conçue pour tirer parti de la recherche sur l'IA afin d'aider les personnes ayant une élocution non standard à améliorer leur communication. Après avoir enregistré 500 phrases, les utilisateurs reçoivent un modèle de reconnaissance vocale personnalisé.⁹

Cette application révolutionnaire est actuellement disponible au Ghana pour être testée par les utilisateurs. Elle peut transcrire la parole en texte, utiliser une voix de synthèse pour répéter les mots de l'interlocuteur et même faire appel à l'assistant Google pour effectuer diverses tâches, telles que donner des indications, jouer de la musique ou contrôler l'éclairage.

En outre, Project Relate comprend un compagnon de lecture in-app appelé Diya, spécialement conçu pour aider les enfants à développer leurs compétences en lecture. Diya écoute activement l'utilisateur lire à haute voix et l'aide en cas de difficultés, tout en récompensant ses réussites.

La collaboration entre le centre d'IA de Google au Ghana, InstaDeep (une entreprise spécialisée dans l'IA) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'attaque au problème des invasions de criquets pèlerins en s'attaquant aux défis agricoles urgents. Cette initiative vise à améliorer la détection des infestations de criquets, ce qui profitera non seulement à l'Afrique du Sud, mais aussi à l'ensemble du continent africain. En fournissant des capacités de détection précoce, les agriculteurs peuvent mettre en œuvre des mesures de contrôle efficaces pour atténuer l'impact dévastateur des essaims de criquets sur les cultures et l'agriculture.

9 <https://integrisa.com/insights/f/artificial-intelligence-in-ghana>

Naviguer dans le paysage réglementaire

Actuellement, le Ghana ne dispose pas d'un cadre juridique ou réglementaire complet consacré à l'IA. Néanmoins, certains secteurs, comme la banque, ont adopté des outils d'IA pour les transactions électroniques, bien qu'ils soient régis par des réglementations spécifiques à l'industrie plutôt que par un cadre dédié à l'IA. L'IA fonctionne actuellement sans régime réglementaire structuré, un problème qui pourrait devoir être résolu dans un avenir proche afin d'éviter des dommages irréversibles. ¹⁰

Cependant, le ministère ghanéen des communications et de la numérisation, la commission de protection des données et diverses autres parties prenantes travaillent sur la stratégie nationale d'intelligence artificielle du pays. Cette stratégie envisage un avenir, fixé à 2033, dans lequel les habitants du Ghana vivront une société transformée par l'IA. Son objectif principal est d'exploiter la puissance de l'IA pour faire progresser les capacités humaines, soutenir les fonctions gouvernementales, stimuler la croissance commerciale et élever la qualité de vie globale, favorisant ainsi une transformation sociale et économique inclusive. ¹¹

En outre, le Ghana dispose d'une loi relativement complète sur la protection des données. La loi sur la protection des données (Data Protection Act)¹² régit la protection des données au Ghana. Elle définit les règles et les principes régissant la collecte, l'utilisation, la divulgation et la conservation de vos données ou informations personnelles par un responsable du traitement ou un sous-traitant. La loi s'applique aux traitements effectués au Ghana, que le responsable du traitement soit ou non établi dans ce pays.

Défis et opportunités de l'adoption de l'IA au Ghana

Identifiant les défis qui entravent le développement de l'IA au Ghana, cette section présente les opportunités et les solutions potentielles pour surmonter ces obstacles.

1. Expertise technique limitée
2. Un écosystème juridique, réglementaire et commercial sous-développé
3. Développement des compétences et renforcement des capacités
4. Absence de partenariat solide et bien défini entre le gouvernement et le secteur privé
5. Infrastructure, connectivité, données et investissements limités

Bien que le Ghana ait adopté une politique nationale d'AI plus lentement que certains de ses homologues africains, il n'est pas trop tard pour agir. La clé réside dans la formulation d'une politique d'AI complète qui aborde des aspects cruciaux tels que le développement des infrastructures, la culture des talents, les considérations éthiques, la collaboration et les cadres réglementaires. Cette politique devrait définir des lignes directrices, des normes et des incitations claires pour promouvoir l'adoption, la recherche et l'innovation dans le domaine des technologies de l'information, en créant un environnement réglementaire qui facilitera l'expérimentation contrôlée et garantira le respect des lois existantes tout en encourageant l'innovation.

10 <https://integrisa.com/insights/f/artificial-intelligence-in-ghana>

11 <https://amalitech.org/articles/amalitechs-ai-strategy/>

12 <https://paradigmhq.org/report/data-protection-authorities-in-africa-dpas-report/>

La collaboration entre le gouvernement, le secteur privé, les universités et la société civile est essentielle pour favoriser l'adoption des technologies de l'information et de la communication et l'innovation. La plateforme favorisera les partenariats et créera des plates-formes pour le partage des connaissances, la mise en commun des ressources et les efforts conjoints de recherche et de développement. La collaboration avec des initiatives et des organisations internationales dans le domaine de l'énergie atomique permettra également d'obtenir des informations précieuses et des possibilités de mise en réseau. En tirant parti de l'expertise et des ressources collectives, le Ghana peut accélérer son parcours dans le domaine des technologies de l'information.

Le Ghana doit également créer des incubateurs, offrir des possibilités de financement et des programmes de mentorat pour soutenir le développement et la montée en puissance des startups du secteur de l'AI. Cela créera un écosystème dynamique qui attirera les investissements, encouragera l'innovation et créera des opportunités d'emploi. En nourrissant une culture florissante de startups AI, le Ghana peut se positionner comme une plaque tournante de l'entrepreneuriat AI, débloquent des avantages économiques significatifs et favorisant le développement durable.¹³

Conclusion

En conclusion, cet article donne un aperçu complet des cadres juridiques et réglementaires entourant l'IA en Afrique. Il continue d'examiner les cadres politiques existants en matière d'IA dans divers pays africains, met en évidence les principales initiatives gouvernementales et les stratégies continentales, et examine les défis et les possibilités d'avancement de l'IA. En analysant les forces et les limites des politiques d'IA, les nations africaines peuvent naviguer dans le paysage évolutif de la technologie de l'IA tout en encourageant l'adoption d'une IA éthique, durable et innovante.

13 <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/features/Economic-advantages-of-Ghana-adopting-a-robust-Artificial-Intelligence-AI-policy-1772198>



À PROPOS DE PARADIGM INITIATIVE



Paradigm Initiative est une organisation panafricaine qui s'efforce d'offrir des opportunités numériques aux jeunes Africains défavorisés et de garantir la protection de leurs droits. Ses programmes comprennent le programme Compétences pour la vie. TIC. Préparation financière. Entrepreneuriat (LIFE), Dufuna et un programme sur les droits numériques.



**"L'INDUSTRIE DE L'IA
EXPLOITE DÉJÀ UNE MAIN-
D'ŒUVRE BON MARCHÉ ET
COLLECTE DES DONNÉES
AUPRÈS DES
CONSOMMATEURS EN
AFRIQUE TOUT EN NE
DONNANT QUE TRÈS PEU
(VOIRE RIEN) EN RETOUR À
CES COMMUNAUTÉS."**

UNE APPROCHE MULTIPARTITE EST NÉCESSAIRE POUR GARANTIR LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES AI

Par Oyebisi Babatunde Oluseyi, Directeur Exécutif, Nigeria Network of NGOs

L'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique et le big data sont des outils qui peuvent agréger des données pour recueillir des renseignements et fournir des informations précieuses. De nombreuses questions se posent, notamment en ce qui concerne les droits humains. Comment pouvons-nous nous assurer que ces technologies ne portent pas atteinte aux droits humains ? Comment peuvent-elles être exploitées au profit de l'humanité ?

Au Nigeria, l'intelligence artificielle est un domaine d'intérêt pour les organisations de la société civile. Bien que des efforts législatifs soient en cours, nous n'avons pas encore établi de stratégie nationale globale en matière d'intelligence artificielle. Il s'agit d'un scénario commun à toute l'Afrique, où seuls quelques pays ont formulé des stratégies en matière d'intelligence artificielle. Notre principale préoccupation est la nécessité d'un cadre pour l'IA qui respecte les droits humains, en abordant les problèmes potentiels avant l'adoption généralisée. Cependant, nous sommes également préoccupés par les droits que ces technologies pourraient potentiellement enfreindre.

Pour garantir que les systèmes d'intelligence artificielle restent sûrs, transparents, non discriminatoires et respectueux de l'environnement, nous pensons qu'une approche multipartite est essentielle. Cette approche implique une collaboration entre la société civile, le secteur privé, les entités gouvernementales, les citoyens et d'autres acteurs afin d'engager un dialogue sur les questions et les défis potentiels en matière de droits associés à l'IA. Notre objectif est de développer un langage commun et un cadre juridique capable de sauvegarder ces droits. Il est essentiel que nous tirions les leçons des médias sociaux, qui ont dû faire face à des défis tels que la désinformation, les fausses informations, les fausses informations profondes et les fausses nouvelles. Nous visons à anticiper les défis potentiels liés à l'IA et à les traiter de manière proactive avant leur adoption à grande échelle.

Surtout, nous pensons que les décideurs ne devraient pas prendre ces décisions de manière isolée. Une véritable approche multipartite est nécessaire, dans laquelle toutes les parties coopèrent pour établir un cadre juridique qui protège les intérêts de chacun.

Nous avons entendu parler de la possibilité, par exemple, d'utiliser la technologie de reconnaissance faciale pendant les manifestations. Cette technologie pourrait être utilisée de manière à gêner ou à conduire à l'arrestation de manifestants. La surveillance invasive qui compromet la vie privée des individus, y compris l'enregistrement des conversations et le suivi de la géolocalisation avant même que les manifestations n'aient lieu, suscite également des inquiétudes. Bien qu'il existe des considérations de sécurité, notre objectif premier est d'empêcher l'IA de porter atteinte aux droits fondamentaux, tels que le droit à la liberté de réunion.

Cependant, l'IA présente également des opportunités pour les organisations de la société civile. Nous pouvons tirer parti de l'IA dans nos efforts de recherche pour fournir des informations et des ressources opportunes à nos membres par l'intermédiaire de sites web, de diverses plateformes ou de points d'accès mobiles. Par exemple, nous avons vu comment les drones sont utilisés pour livrer des fournitures médicales à des hôpitaux éloignés. En tant qu'organisation basée sur l'adhésion, pourquoi ne pourrions-nous pas explorer l'utilisation de drones pour distribuer des bulletins d'information et du matériel promotionnel à nos membres dans les six premiers États de la Fédération ? À l'ère de la surcharge d'informations et de la communication sur des plateformes telles que WhatsApp, les documents papier occasionnels peuvent s'avérer précieux.

Le message clé est que chacun devrait participer aux conversations en cours aux niveaux mondial, national ou régional. Si l'IA offre des avantages considérables, nous devons également être vigilants et prendre en compte ses inconvénients potentiels avant qu'ils n'apparaissent.



À PROPOS DE NNGO



La NNGO soutient les ONG nigérianes dans leur engagement à réduire la pauvreté, à promouvoir les droits humains et à apporter le développement aux portes de toutes et tous.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET ENGAGEMENT CIVIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

Par **Alain Serge MIFOUNDOU, REPONGAC**

La numérisation s'est rapidement accélérée en Afrique pendant la pandémie de Covid-19. En ces temps difficiles, la capacité à passer au numérique a grandement contribué à la résilience de l'action publique, permettant aux institutions démocratiques de continuer à fonctionner et aux services publics d'être fournis. Toutefois, dans le même temps, l'intelligence artificielle expose la démocratie, l'administration publique et la société civile africaines à de nouvelles vulnérabilités de la part d'acteurs privés et publics malveillants. Pour exploiter le potentiel de l'intelligence artificielle au service de l'engagement civique, les institutions continentales, régionales et nationales doivent faire preuve d'une vigilance constante pour identifier et traiter les risques émergents. Elles doivent également se préparer à un changement culturel : flexibilité, esprit critique, apprentissage tout au long de la vie et compétences informatiques seront nécessaires pour permettre à chacun d'utiliser la technologie de manière responsable et d'en prévenir les inconvénients.

Introduction

En mars 2020, plus de la moitié de la population mondiale avait été placée sous confinement et des mesures énergiques avaient été prises pour stopper la propagation du virus Covid-19. Au-delà de la tragédie humaine et sanitaire que représente le coronavirus, il est aujourd'hui largement reconnu que la pandémie a provoqué la plus grave crise économique depuis la Seconde Guerre mondiale. Les administrations publiques, le secteur privé et les organisations de la société civile ont dû travailler dans un contexte d'incertitude totale et faire des choix difficiles face aux défis sanitaires, économiques et sociaux posés par le virus.

Les procédures bureaucratiques ont dû être simplifiées et numérisées ; un certain nombre de services publics ont également été informatisés en un temps record ; les fonctionnaires des différents niveaux de gouvernement, le secteur privé et la société civile se sont mobilisés en ligne et ont été contraints de travailler à domicile par vidéoconférence.

D'autre part, l'introduction de l'intelligence artificielle (IA) dans les administrations publiques et privées est en plein essor en Afrique. Cette technologie offre un certain nombre d'avantages et d'opportunités aux organisations pour améliorer l'efficacité et la qualité des services offerts aux citoyens.

La priorité accordée à l'innovation scientifique et technologique en Afrique a été soulignée par l'Union africaine à travers l'adoption de la Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique 2024 (STISA) et du Plan d'action consolidé pour la science et la technologie (CPA).

L'intelligence artificielle au service de l'engagement civique

L'intelligence artificielle suscite encore des craintes souvent exagérées en Afrique centrale, mais elle connaît aussi des avancées technologiques spectaculaires qui lui permettent d'assister l'homme dans des tâches jusqu'alors impossibles. Son utilisation en appui aux administrations publiques pourrait améliorer et renforcer la qualité de l'engagement et du service public.

Construire une intelligence artificielle publique de confiance en Afrique centrale

L'IA se déploie encore très lentement dans les administrations publiques africaines, et souvent timidement. Pourtant, un engagement résolu en faveur de l'intelligence artificielle pourrait avoir de nombreux effets bénéfiques sur la qualité du service public : amélioration de la continuité du service public 24 heures sur 24, de la pertinence des décisions et des services rendus et de l'égalité de traitement, réduction des délais d'instruction des demandes des usagers, etc.

L'intelligence artificielle renforcera la relation humaine entre les citoyens et les agents publics en libérant du temps par l'automatisation de certaines tâches (accusé de réception, demande de pièces complémentaires, etc.) et en améliorant la qualité du service par la réalisation de tâches jusqu'alors physiquement impossibles. C'est pourquoi le REPONGAC appelle les institutions internationales, continentales, régionales et nationales à mettre en œuvre une politique résolument volontariste et responsable de déploiement de l'intelligence artificielle, au service de l'intérêt général et de la performance publique en Afrique centrale.

L'Union africaine, les ministres de l'Union africaine en charge des technologies de l'information et de la communication et les autres instances nationales, régionales et internationales doivent anticiper la mise en place d'un cadre réglementaire, notamment au niveau africain, en mettant en œuvre dès à présent des orientations pragmatiques pour permettre le déploiement de l'intelligence artificielle dans les services publics par étapes, de manière lucide et vigilante, au plus près des besoins des Africains.

Fournir des ressources et une gouvernance appropriée

Pour mettre en œuvre une stratégie publique d'intelligence artificielle, les administrations publiques et privées d'Afrique centrale doivent disposer des ressources humaines et techniques appropriées. L'une des priorités doit être de former les acteurs publics, mais aussi de se doter des moyens techniques nécessaires. Il faut également envisager d'assouplir le cadre juridique, notamment en ce qui concerne le partage des données au sein des administrations.

Le REPONGAC insiste également sur une amélioration profonde des organismes nationaux de TIC en une autorité de contrôle nationale responsable de la réglementation des systèmes d'IA afin d'incarner et d'internaliser le double défi de la protection des droits et libertés fondamentaux, d'une part, et de l'innovation et de la performance publique, d'autre part.

Engagement civique

Nous soulignons ici l'approche en termes de droits individuels en Afrique centrale. Or, la loyauté du système est une question globale, qui repose aussi bien sur la nature des données traitées que sur les choix qui guident le fonctionnement du système d'IA, ou encore sur les variables qui détermineront son évolution. Une approche collective est donc nécessaire.

Impliquer le citoyen dans la régulation de l'IA en Afrique centrale est une ambition qui soulève des questions qui dépassent largement la problématique de l'intelligence artificielle : la participation citoyenne, le plus souvent par le biais de consultations formelles et autres panels de citoyens, appelle des réflexions multiples, sur l'évolution du statut des associations, leur rétrécissement, l'accès à l'expertise, la création de nouveaux droits, autant d'éléments qui dépassent clairement le cadre de notre réflexion.

La présence effective des "Landa" ou citoyens ordinaires, soit directement, soit par l'intermédiaire de partenaires sociaux ou d'associations, autour de la conception, du déploiement, de la critique et des corrections de l'IA est nécessaire.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de détourner la critique indépendante, dont les autorités ne peuvent que bénéficier, mais avant tout de travailler avec elles et dans l'espace public, en établissant un dialogue nourri par la transparence des déploiements et par le souci partagé du bien commun au regard des objectifs poursuivis.

Il ne s'agit pas non plus d'évincer les structures de concertation internes, mais de faire en sorte que cette concertation soit en phase avec l'agilité des projets eux-mêmes, sans être prisonnière des processus consultatifs traditionnels : à cet égard, REPONGAC ou d'autres réseaux ne peuvent se limiter à une présentation ponctuelle, projet par projet, lors d'un comité social, mais doivent donner lieu à une véritable concertation stratégique, au niveau de l'Union africaine, des institutions régionales, des ministères et des instances nationales de régulation. Celle-ci doit également s'inscrire dans une concertation plus large impliquant l'ensemble des parties prenantes, sans opposer artificiellement les intérêts des citoyens usagers à ceux des agents publics.

Il appartient aux législateurs et aux administrations de déterminer les modalités de cette participation civique en Afrique centrale. Il y a un besoin évident d'explorer différentes formes d'engagement civique visant à favoriser la confiance. Il s'agit d'exploiter le dévouement des communautés locales, des associations et des citoyens volontaires, en mettant l'accent sur leur formation et l'accès aux ressources nécessaires pour leur permettre de participer activement. Plusieurs approches sont actuellement à l'étude, comme l'obligation de prendre en compte les attentes du public, la facilitation des contrôles suggérés par les utilisateurs et la mise en place de canaux structurés pour une interaction directe avec les utilisateurs par le biais d'une médiation permanente. L'objectif final est d'identifier les conditions d'une coopération respectueuse qui sert les intérêts communs et promeut l'utilisation responsable de la technologie de l'IA en Afrique centrale.

Conclusion

Le potentiel de l'IA pour favoriser l'engagement civique est vaste et largement inexploité en Afrique centrale. En exploitant le pouvoir de l'IA, les Africains peuvent créer des solutions innovantes qui non seulement favorisent l'engagement civique, mais leur permettent également de participer plus efficacement au processus de développement de leur pays. Alors que l'IA continue de progresser et s'intègre de plus en plus dans notre vie quotidienne, il est essentiel que nous explorions son potentiel pour renforcer la démocratie et promouvoir une citoyenneté mieux informée et plus engagée en Afrique centrale.

Pour éviter la menace potentielle de perdre le contrôle sur des technologies qui sont cruciales pour le bénéfice collectif et pour maintenir la capacité de fournir des services aux citoyens qui sont à la hauteur de ce que les entités privées avancées offrent, les institutions publiques doivent s'engager sans équivoque dans l'avancement de l'intelligence artificielle. Elles doivent s'engager dans une voie caractérisée par une mise en œuvre judicieuse, éthique, durable et responsable. Il s'agit là d'une condition fondamentale pour atteindre les objectifs de performance préconisés par le REPONGAC.



À PROPOS DU REPONGAC



Le REPONGAC, créé en 2008, représente plus de 1,200 ONG d'Afrique centrale regroupées en 10 plateformes nationales d'ONG membres. L'objectif du REPONGAC est d'influencer les institutions régionales, mais aussi de défendre les points de vue des ONG membres sur les questions régionales communes sur la scène mondiale.

L'IMPACT TRANSFORMATIONNEL DE L'IA SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

Par Jean Bosco Senyabatera, Chef des programmes et du renforcement des capacités au Conseil de Concertation des Organisations d'Appui aux Initiatives de Base (CCOAIB), Rwanda.

Créées en grande partie à la suite du génocide des Tutsis au Rwanda, les organisations membres de la société civile rwandaise ont d'abord été confrontées à d'importants problèmes de communication. Les infrastructures avaient été gravement endommagées et la technologie disponible à l'époque était assez rudimentaire. La communication reposait sur les téléphones fixes, le courrier postal, les télécopieurs, les télégrammes et les émissions de radio. Cependant, ce paysage a rapidement évolué, en particulier après mars 1989, lorsque l'internet est devenu un élément de l'écosystème numérique mondial, facilitant le partage d'informations, les échanges de fichiers et le courrier électronique.

Le passage du courrier électronique à l'émergence de divers réseaux sociaux s'est fait rapidement, en l'espace d'un quart de siècle environ. Si l'adaptation à cette nouvelle ère dominée par les réseaux sociaux a été relativement aisée pour certains, elle a posé des défis, en particulier pour les personnes plus âgées, dont de nombreux membres de la société civile affiliés à la plateforme CCOAIB.

Dans le cadre des objectifs de notre plateforme, nous nous sommes attachés à renforcer les capacités communautaires de nos membres au cours des dernières années. Nous comprenons qu'une communication efficace joue un rôle essentiel pour relever les défis quotidiens auxquels les communautés sont confrontées. Pour atteindre cet objectif, nous avons lancé des programmes de formation pour nos organisations membres, qui jouent un rôle crucial dans l'engagement communautaire. Ces organisations opèrent dans 30 districts du Rwanda. Pour faciliter ces engagements, nous avons organisé des sessions de formation au niveau des districts et des villes à Kigali.

Notre motivation pour adopter la technologie numérique découle de la dispersion géographique de nos organisations membres dans les 30 districts du Rwanda. La nécessité d'une communication efficace et d'un échange de données entre ces sites éloignés nous a poussés à tirer parti de solutions numériques. Nous avons mis en place un logiciel de suivi et d'évaluation, MNT Database, qui a facilité la collecte de données sur diverses interventions et intérêts organisationnels. Ce logiciel rationalise l'échange d'informations essentielles, telles que le nombre de personnes formées à l'installation de pépinières ou celles qui accèdent aux informations météorologiques.

Avant sa mise en œuvre, la collecte de ces données nécessitait beaucoup de temps et de déplacements. Grâce à la base de données MNT, nous pouvons accéder efficacement aux données en temps réel, ce qui améliore la collaboration avec les partenaires locaux et internationaux.

L'intelligence artificielle arrive à un moment charnière. Elle complète notre travail, en particulier dans les domaines où l'analyse des données est essentielle. Les systèmes d'IA, équipés de logiciels sophistiqués, traitent et interprètent les données de terrain à une vitesse et avec une précision qui semblent parfois dépasser les capacités humaines.

Cette capacité est inestimable, en particulier lorsqu'il s'agit de relever des défis complexes tels que le changement climatique et les conditions météorologiques imprévisibles. Bien que certains aspects de l'IA soient encore mal compris, son potentiel à fournir des solutions rapides et à proposer des mesures s'aligne sur nos objectifs de soutien aux communautés à travers le Rwanda.

Les technologies émergentes ont transformé le monde en un village global. Elles ont fait tomber les barrières, permettant à la société civile de se connecter, d'accéder à l'information et de s'engager à l'échelle mondiale. Cet échange rapide d'informations permet à la société civile de rester informée, d'exprimer ses opinions et de réagir rapidement aux problèmes. Il renforce notre capacité à nous adapter et à collaborer efficacement, ce qui nous permet de rester pertinents dans un paysage en évolution rapide.

Je tiens à souligner que l'intelligence artificielle ne se limite pas à un groupe ou à une institution spécifique. C'est un outil pour tous, y compris pour la société civile. Pour exploiter son potentiel, la société civile doit s'engager activement, rester informée et suivre l'évolution de la technologie. Le monde évolue rapidement, en particulier dans le domaine des technologies de l'information, et il est essentiel que les organisations de la société civile restent à jour et connectées pour relever efficacement les défis de notre époque.



À PROPOS DU CCOAIB



Le CCOAIB est une organisation faîtière d'ONG locales rwandaises travaillant dans divers secteurs du développement. Créée en 1987 par 12 ONG locales, la CCOAIB a officiellement commencé ses activités en 1988. Aujourd'hui, les membres du CCOAIB travaillent dans une variété de domaines de développement, y compris l'agriculture et l'environnement, la gouvernance, l'autonomisation socio-économique et la participation civique.

"DÉFENDRE LES DROITS À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE: LE POINT DE VUE DU LIBERIA"

Par Ebenezer S. Thomas, Président de la Coalition IDAY Liberia Inc.

Nous sommes convaincus que les organisations de la société civile jouent un rôle crucial dans l'élaboration de l'avenir de l'IA et de son impact sur les communautés. Nous avons observé directement l'impact de l'IA sur l'espace civique et les droits humains au Libéria. Les activistes et les défenseurs de première ligne ont été confrontés à des abus en raison des technologies de l'IA, telles que la reconnaissance faciale et la collecte de données, qui ont été utilisées pour réprimer la dissidence et cibler les individus.

Nous sommes convaincus que des mécanismes de sauvegarde, de transparence et de responsabilité doivent être mis en place pour s'assurer que les systèmes d'IA ne portent pas atteinte aux droits et libertés des individus et des communautés.

En outre, en tant qu'organisation engagée dans la promotion des droits et du bien-être des peuples autochtones, nous soutenons l'inclusion des perspectives des peuples autochtones dans les discussions sur l'IA. Les systèmes de connaissances uniques, les pratiques culturelles et les modes de relation avec l'environnement des communautés autochtones doivent être respectés et pris en compte dans le développement et le déploiement de l'IA.

En termes d'opportunités, nous voyons le potentiel de l'IA à contribuer à la préservation et à la revitalisation des langues indigènes, qui sont une partie vitale du patrimoine culturel du Liberia. Les technologies de l'IA peuvent être exploitées pour développer des outils de traduction des langues, des applications d'apprentissage des langues et d'autres ressources qui soutiennent la diversité linguistique des communautés autochtones.

Nous souhaitons également souligner l'importance d'impliquer les jeunes dans le débat sur l'IA. Les jeunes apportent des perspectives nouvelles et des idées novatrices et peuvent jouer un rôle essentiel dans l'élaboration de l'avenir de l'IA. Leur voix doit être entendue et leur vision doit être prise en compte dans les processus d'élaboration des politiques et de prise de décision liés à l'IA.



À PROPOS D'IDAY LIBERIA



IDAY Liberia Coalition Inc. s'engage à promouvoir les droits et la dignité des enfants et des jeunes au Libéria, en particulier dans le domaine de l'éducation.



**"IL EST MANIFESTEMENT
NÉCESSAIRE D'EXPLORER
DIVERSES FORMES
D'ENGAGEMENT CIVIQUE
VISANT À FAVORISER LA
CONFIANCE."**

INTERVIEW

INÉGALITÉ, FRAGMENTATION ET COURSE À LA RÉGLEMENTATION : JUN-E TAN SUR LA GOUVERNANCE TECHNOLOGIQUE

Cet entretien est réalisé avec le Dr Jun-E Tan, chercheuse en politique de la Malaisie. Jun-E a une formation en développement durable et dans divers domaines politiques, notamment le changement climatique et l'économie sociale et solidaire, mais elle se concentre aujourd'hui sur les droits numériques, la gouvernance de l'IA et la politique numérique en général. Et pour l'anecdote, elle aime beaucoup fabriquer des choses, surtout de la couture ces temps-ci.

Qu'est-ce qui vous a amené à vous intéresser à l'intelligence artificielle et aux lois qui en régissent l'utilisation ?

Jun-E: Lorsque j'ai commencé mes recherches sur la communication numérique et les questions de droits humains qu'elle soulève, je me suis d'abord intéressée aux droits numériques au sens large. Je me suis penchée sur la conceptualisation des droits numériques et j'ai fait une découverte importante : il y avait une lacune notable, en particulier en Asie du Sud-Est et dans des contextes similaires, concernant l'un des domaines clés des droits numériques, à savoir les droits centrés sur les données. Cette prise de conscience a eu lieu vers 2019. À la suite de cette recherche, mon parcours m'a naturellement conduit à explorer plus avant les droits centrés sur les données, où la représentation des données des individus (que nous appelons parfois clones numériques, jumeaux numériques ou ombres numériques, etc.) dans les espaces numériques, pourrait avoir un impact sur les décisions affectant leurs opportunités de vie, telles que l'accès à l'emploi, à l'éducation et aux services publics. Avec l'avènement de l'IA, qui implique l'apprentissage automatique à grande échelle, il est devenu évident que l'IA joue un rôle central dans l'influence des droits centrés sur les données. Ce lien a éveillé mon intérêt pour le domaine de la gouvernance de l'IA.

Comment définiriez-vous la gouvernance technologique telle qu'elle existe aujourd'hui ?

Jun-E: La gouvernance technologique consiste à établir des règles pour diriger et contrôler où va la technologie, à quoi elle peut servir, qui peut l'utiliser pour quoi, et ce qui se passe si quelque chose ne va pas, qui est responsable. Dans l'état actuel des choses, je dirais que la gouvernance technologique dans notre monde actuel est très marquée par les inégalités. Ces inégalités sont multiples.

Elle peut opposer la minorité mondiale à la majorité mondiale (ou, comme nous l'appelions autrefois, le Nord mondial et le Sud mondial), la minorité mondiale ayant beaucoup de pouvoir, de ressources et d'utilisation de la technologie par rapport à la majorité mondiale, qui est très touchée mais a beaucoup moins de pouvoir pour influencer ce qui se passe et la manière dont la technologie est utilisée et diffusée. Cette inégalité mondiale n'est qu'une facette du problème. Les inégalités persistent également à l'intérieur des pays, où l'accès à la technologie et sa compréhension restent inégaux, laissant de nombreux individus aux prises avec la numérisation et risquant d'être laissés pour compte. Cette disparité est une autre forme d'inégalité. J'ajouterais qu'il s'agit également d'un domaine qui évolue très rapidement, la gouvernance des technologies, nous poursuivons quelque chose qui se transforme sans cesse en quelque chose d'autre. Il s'agit là d'un défi majeur, car la technologie parvient toujours à aller beaucoup plus vite que la réglementation et les garde-fous sont limités.

Enfin, je dirais que la gouvernance technologique, telle qu'elle existe aujourd'hui, est assez fragmentée. Idéalement, je pense qu'avec des technologies aussi puissantes, pour exploiter le potentiel et atténuer les risques, nous devrions avoir un effort très concerté de la part de la communauté mondiale, pour définir où nous voulons que cette technologie aille. Toutefois, dans la réalité, ceux qui sont en mesure de contrôler la technologie et ceux qui ne le sont pas ne parviennent souvent pas à engager un dialogue constructif pour déterminer collectivement sa direction. En résumé, la gouvernance technologique est confrontée à des défis complexes caractérisés par des disparités mondiales, des progrès technologiques rapides et un paysage mondial fragmenté.

Vous avez rédigé le rapport "Governance of Artificial Intelligence AI in Southeast Asia" en partenariat avec EngageMedia. Jusqu'à présent, il a donné lieu à de nombreuses réflexions sur la question de la gouvernance de l'IA. Qu'est-ce qui a changé ou qu'est-ce qui doit changer, selon vous, près de deux ans après sa publication ?

Jun-E: Depuis sa publication en 2021, je dirais qu'il y a eu une augmentation notable de l'appétit pour la réglementation. À l'époque, nos discussions tournaient principalement autour de l'éthique de l'IA. Cependant, en raison des progrès significatifs de la technologie et de l'engouement pour l'IA généré par l'industrie technologique, pour le meilleur ou pour le pire, nous rencontrons maintenant fréquemment des titres soulignant l'immense pouvoir de cette technologie, ce qui met en évidence le besoin urgent de réglementation. Le problème qui se pose aujourd'hui est plutôt de savoir comment la réglementer.

Deuxièmement, j'aimerais souligner que la technologie est devenue beaucoup plus avancée, en particulier sur le marché de masse. En 2021, l'IA générative était encore relativement inconnue. Comme beaucoup d'entre vous le savent, à la fin de 2022, elle a gagné en reconnaissance et en popularité, en particulier avec l'émergence de ChatGPT.

Par conséquent, il y a eu une ruée pour déployer cette puissante technologie avec des garanties limitées. C'est un peu comme si l'on cherchait à repousser les limites de ce que la technologie peut accomplir, tout en étant confronté aux conséquences involontaires potentielles et même à la militarisation de la technologie.

Toutefois, certains aspects sont restés constants. Par exemple, la nécessité d'une coopération accrue entre pays puissants et moins puissants dans le domaine de la technologie persiste. Il y a également un sentiment dominant de techno-optimisme, bien que peut-être moins utopique qu'auparavant. Il reste nécessaire de poursuivre les recherches, en particulier les évaluations fondées sur des données probantes du potentiel de la technologie et de son adéquation avec cet optimisme. Il est essentiel de définir les limites de ce qui peut et ne peut pas être réalisé avec la technologie. Je pense que nous devrions accorder une plus grande attention aux impacts potentiels de cette technologie, ainsi qu'à l'atténuation et à l'adaptation à ses effets, en particulier compte tenu de la course actuelle à l'adoption.

Quelles sont les questions essentielles qui, selon vous, doivent encore être abordées aujourd'hui pour garantir que les individus de la "majorité mondiale", des régions comme l'Asie du Sud-Est, l'Afrique et l'Amérique latine, puissent participer activement à l'élaboration des lois sur l'IA et à l'utilisation plus large de la technologie de l'IA. Comment les communautés peuvent-elles être incluses et représentées ?

Jun-E: J'aimerais aborder cette question sous deux angles. Tout d'abord, considérons l'aspect des lois et des règlements qui sont en cours d'élaboration au niveau international. Des entités telles que l'UE et la Chine sont en train de formuler des lois qui auront des répercussions considérables au-delà de leurs frontières. En outre, il existe des normes et des efforts internationaux tels que ceux lancés par les Nations unies. Au niveau mondial, il est essentiel de dépasser les considérations géopolitiques, car le discours dominant est souvent celui des États-Unis ou d'une perspective occidentale plus large. Alors que l'on parle d'une course à la technologie entre les États-Unis et la Chine et d'implications géopolitiques, le véritable enjeu va bien au-delà. Même s'il ne s'agit pas d'une guerre nucléaire ou d'un changement climatique, la désinformation, les campagnes de désinformation et des questions telles que la gestion algorithmique, où l'IA influence de plus en plus la dynamique du lieu de travail, sont susceptibles de causer des dommages considérables. Il ne s'agit pas là de préoccupations hypothétiques ; elles peuvent avoir des répercussions importantes sur la vie des gens. Les créateurs de technologies, bien que relativement peu nombreux, détiennent un pouvoir considérable. Les efforts de collaboration sont essentiels pour freiner la concentration de ce pouvoir, en veillant à ce que la technologie profite à tous, et pas seulement à certaines nations ou à certains groupes qui les composent. Il est essentiel que nous travaillions ensemble pour limiter l'influence des grandes entreprises technologiques. Si nous nous concentrons maintenant sur le niveau national, nous pouvons prendre certaines mesures pour impliquer les citoyens dans l'élaboration des lois relatives à l'IA. Une étape cruciale consiste à s'engager davantage auprès de la société civile et des personnes directement concernées par cette technologie. Souvent, les discussions politiques impliquent principalement les entreprises technologiques, mais cette perspective limitée ne permet pas d'apporter une contribution adéquate à l'élaboration des lois. Nous devons tenir compte de l'impact réel sur les individus. Par exemple, quelles sont les expériences vécues par les travailleurs des plateformes ? Comment pouvons-nous améliorer leur vie ? L'autre chose qui me semble très importante, c'est d'organiser des campagnes de sensibilisation pour examiner les vrais problèmes. Il ne s'agit pas d'un battage sensationnel sur l'IA ou de risques existentiels. Je parle plutôt des limites réelles de la technologie, de ce pour quoi elle est bonne et de ce pour quoi elle est moins bonne. Par exemple, nous devrions promouvoir l'éducation aux médias pour aider les gens à discerner les informations erronées des informations fiables.

Selon vous, quels sont les défis à relever en Asie du Sud-Est qui empêchent les gens de tirer pleinement parti de l'IA ?

Jun-E: J'ai deux commentaires principaux à faire à ce sujet. Tout d'abord, abordons la question de la capacité. En Asie du Sud-Est, région marquée par la diversité, de nombreux pays sont encore aux prises avec la numérisation. Singapour fait figure de leader, avec des classements élevés en matière de préparation à l'IA, occupant la deuxième place mondiale dans l'indice de préparation à l'IA du gouvernement en 2022. Vient ensuite un deuxième groupe de pays, comprenant la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, le Viêt Nam, la Thaïlande et le Brunei. Ces pays ont adopté des stratégies nationales en matière d'IA et progressent dans la compréhension et la mise en œuvre de l'IA. Au troisième niveau, nous trouvons des pays comme le Myanmar, le Laos, le Cambodge et le Timor-Leste, bien qu'ils ne fassent pas partie de l'ANASE, mais qu'ils soient tout de même des pays d'Asie du Sud-Est. Ces pays sont toujours confrontés à la fracture numérique et l'IA n'a pas encore fait de percées significatives. Il s'agit essentiellement d'un problème de capacité. Si vous vous efforcez encore de mettre votre population en ligne, l'IA reste largement inaccessible.

Mon deuxième commentaire concerne l'accès aux ingrédients clés de l'IA. Il s'agit de facteurs tels que la qualité des données, la puissance de calcul et l'accès aux talents. Malheureusement, de nombreux pays, en particulier en Asie du Sud-Est, n'ont pas accès à ces éléments essentiels. Ces trois éléments fondamentaux nécessaires à la création d'une technologie sont souvent hors de portée, sauf pour les pays/régions puissants comme les États-Unis, la Chine, l'UE et certains pays de puissance moyenne où la richesse et le talent sont abondants. Pour en revenir au premier point, le manque de capacité conduit souvent à un scénario dans lequel nous devenons plus utilisateurs que producteurs de technologie. En d'autres termes, une grande partie de la technologie que nous utilisons est développée par d'autres pays qui peuvent ne pas comprendre pleinement les nuances de nos cultures, de nos langues et de nos sensibilités. Il s'agit là d'un défi de taille, car toutes les technologies ne sont pas prêtes à l'emploi ; certaines nécessitent une adaptation. Pour concevoir et construire une technologie qui réponde au mieux aux besoins locaux, il est essentiel de comprendre les réalités du terrain. Par exemple, si vous voulez mettre au point une très bonne technologie pour les agriculteurs, disons quelque part en Malaisie, vous devez connaître leurs problèmes. Mais si vous n'êtes pas en contact avec eux et que le gouvernement souhaite que les agriculteurs adoptent cette technologie, nous devons alors adopter des technologies venues d'ailleurs, qui peuvent ou non correspondre à nos besoins.

Pensez-vous que la société civile accorde l'attention nécessaire à cette question ? Si ce n'est pas le cas, quelles actions devraient, selon vous, être entreprises ?

Jun-E: Je dirais qu'il y a effectivement des poches de la société civile en Asie du Sud-Est qui accordent une certaine attention à cette question. Toutefois, il s'agit d'un segment relativement restreint d'individus qui suivent activement l'actualité et qui sont réellement intéressés par l'apprentissage. La plupart des discussions en cours semblent tourner autour de la cybersécurité et de la protection de la vie privée, mais je pense qu'il serait bénéfique pour eux de se concentrer davantage sur l'exploration des applications pratiques de la technologie.

Des questions telles que "Quelles sont les applications appropriées pour cette technologie ?" et "Quelles applications peuvent présenter des risques ou des dangers ?" ne reçoivent pas autant d'attention qu'elles le devraient, à mon avis. Je pense qu'il est essentiel pour nous, en tant que collectivité, d'élargir notre champ d'action et d'apprendre d'autres régions comment la technologie est utilisée - et quels en sont les effets ? Sont-ils bons ? Sont-elles mauvaises ? Bons pour qui ? Mauvais pour qui ?

Pour répondre à cette question, il y a plusieurs choses qui pourraient être améliorées. Tout d'abord, nous devons renforcer les capacités pour comprendre ces technologies et leurs conséquences. L'autre chose serait de faire plus de recherches et de générer plus d'histoires et de preuves, par exemple sur la façon dont les gens gèrent l'IA au travail ou sur l'impact de l'IA sur les élections dans le monde entier. Il y a bien sûr des personnes qui font des recherches sur ce sujet, mais je pense que nous pourrions toujours en faire plus.

Enfin, comme la société civile de la région est à court de fonds et d'expertise technologique, les collaborations transfrontalières pourraient être précieuses. Par exemple, les organisations du Nord peuvent avoir accès à des forums internationaux. En établissant des partenariats, nous pouvons amplifier nos voix dans ces forums. Fondamentalement, nous devons accroître notre représentation et canaliser l'information vers le haut et vers le bas. Que se passe-t-il au niveau international et que se passe-t-il au niveau local ? Comment pouvons-nous trouver un moyen de mieux travailler ensemble et d'améliorer les mécanismes de retour d'information au sein de la société ?



À PROPOS DU DR JUN-E TAN



Le Dr Jun-E Tan est chercheur associé principal à l'Institut de recherche de Khazanah. Ses recherches actuelles portent sur les droits numériques et la gouvernance de l'IA dans le contexte de l'Asie du Sud-Est et de la Malaisie. Elle a également travaillé dans les domaines de la politique environnementale et climatique, de l'économie sociale et solidaire, ainsi que du développement durable en général. Cet entretien a été réalisé par Bibbi Abruzzini (Italie) et Clarisse Sih (Cameroun) de Forus. Vous pouvez trouver l'épisode du podcast Un Espace Pour Nous [ici](#).

INTERVIEW

L'APPRENTISSAGE AUTOMATIQUE AU SERVICE DE LA PAIX: COMMENT L'ESPACE CIVIQUE PEUT ÊTRE ANALYSÉ ET SURVEILLÉ GRÂCE À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Les espaces civiques peuvent servir de baromètre de la santé politique. Les décideurs politiques et les autres acteurs de la société civile, de la philanthropie et de l'aide étrangère ont besoin d'une analyse précise des espaces civiques dans le monde afin de savoir quels sont les endroits qui ont besoin d'aide. Dans cet entretien avec Jeremy Springman, nous découvrons le projet Machine Learning for Peace, un nouvel outil interactif en ligne destiné à lutter contre le rétrécissement de l'espace civique et la montée de l'autoritarisme dans le monde. Grâce aux récents développements en matière de big data et d'apprentissage automatique, il fournit des données actualisées sur les tendances récentes et historiques de l'espace civique, ainsi que des prévisions sur la manière dont les conditions sont susceptibles d'évoluer dans un avenir proche. Pour ce faire, des dizaines de millions d'articles publiés par plus de 270 sources d'information régionales et nationales dans plus de 30 langues sont continuellement récupérés et traités.

Bonjour Jeremy, pouvez-vous nous parler un peu de vous et nous expliquer comment vous vous êtes lancé dans l'IA ?

Jeremy: Je suis associée de recherche senior au Dev Lab de l'Université de Pennsylvanie, avec une formation en sciences politiques. En ce qui concerne mes intérêts de recherche, je me concentre principalement sur la société civile et son rôle dans la gouvernance et la responsabilité politique. C'était également le thème central de ma thèse. Plus précisément, j'ai examiné comment la prestation de services par les organisations non gouvernementales en Afrique influence la responsabilité politique des titulaires. J'ai approfondi la dynamique politique des pays où une grande partie des services est fournie par des organisations non gouvernementales plutôt que par l'État. Depuis, j'ai déplacé mon attention de la prestation de services vers l'étude de l'activisme politique et de la responsabilité dans ce contexte plus large. C'est ainsi qu'est né mon engagement dans le projet Machine for Peace du Dev Lab. Je me suis intéressée à la société civile et j'ai joint mes forces à celles du Dev Lab pour passer d'une approche purement axée sur la recherche à un travail qui s'engage directement avec le monde politique et les praticiens activement impliqués dans le travail de la société civile.

Mon parcours dans le domaine de l'IA a commencé différemment. Au départ, je ne m'intéressais pas à l'apprentissage automatique ou à l'intelligence artificielle, car mon travail portait principalement sur des expériences de terrain et des essais contrôlés randomisés. Je poursuis toujours ce travail, car je trouve de la valeur dans les projets à grande échelle, basés sur le terrain, qui me permettent de m'engager activement avec les communautés pour développer des interventions, puis d'évaluer rigoureusement leur impact. Cependant, le projet qui occupe actuellement la majorité de mon temps, et qui est à l'origine de notre discussion d'aujourd'hui, m'a donné l'occasion de réorienter mes efforts de recherche de manière significative. J'ai réalisé que les compétences et les connaissances que j'avais développées pouvaient être réorientées vers autre chose que la simple production de recherches. Je pouvais les utiliser pour contribuer activement à des initiatives susceptibles d'apporter des avantages concrets à la société civile. Cette perspective nous a conduits à identifier un espace fertile, riche en données et en potentiel de création de nouveaux flux de données à une vitesse sans précédent, grâce aux récentes avancées technologiques.

Quels développements significatifs observez-vous dans le domaine de l'IA et quelles implications peuvent-ils avoir pour les activités des organisations de la société civile ?

Jeremy: Aussi impressionnants soient-ils, je dois dire que les grands modèles de langage se sont révélés beaucoup plus polyvalents et applicables à un large éventail de problèmes que je ne l'avais prévu il y a cinq ou six ans. Nous avons assisté à l'évolution des grands modèles de langage, en commençant par ceux développés par les grandes entreprises technologiques et mis à la disposition du public. Cependant, ce que nous voyons aujourd'hui, en particulier depuis un an ou deux, avec des outils comme ChatGPT et des modèles apparentés, dépasse ce que la plupart des gens, y compris moi-même, attendaient de ces modèles il y a seulement quelques années.

Si les grands modèles actuels peuvent être utilisés par les programmeurs et intégrés dans diverses applications et flux de travail, ils peuvent être quelque peu difficiles à manier en raison de leur taille et de leur complexité. À l'avenir, le développement de modèles linguistiques plus petits et plus agiles est une tendance qui devrait s'accroître. Ces modèles sont formés à partir de moins de données mais restent remarquablement puissants, grâce à des techniques créatives qui maximisent leur efficacité. Cette approche permet de former des modèles qui peuvent fonctionner non seulement sur des textes anglais accessibles au public, qui sont principalement centrés sur l'Occident, mais aussi sur des collections de textes plus adaptées et plus diversifiées, provenant de différents pays, langues et points de vue.

Comment la société civile peut-elle exploiter le pouvoir de l'IA ?

Jeremy: Un domaine d'intérêt spécifique, qui correspond aux objectifs de notre projet, est la production accélérée de données. Ces dernières années, on a beaucoup discuté de la manière dont les organisations peuvent tirer parti des données. Nous vivons dans un monde où une abondance de données est constamment générée - des données provenant des comportements individuels, des interactions, des médias sociaux, etc. Ce phénomène a suscité beaucoup d'attention et c'est un domaine sur lequel notre projet se concentre tout particulièrement.

Pouvez-vous nous en dire plus sur le projet Machine Learning for Peace ?

Jeremy: Le projet Machine Learning for Peace est en cours depuis un certain temps ; nous terminons actuellement notre cinquième année. Au départ, dans les premières phases de ce projet, nous avons collaboré avec plusieurs grandes ONG internationales et l'Agence américaine pour le développement international. En tant que chercheurs, nous nous sommes concentrés sur le phénomène de "fermeture de l'espace civique", qui fait partie d'une tendance plus large connue sous le nom de recul démocratique. Bien qu'il existe une multitude de données sur des aspects tels que le type de régime et les tendances à long terme en matière de démocratie et de gouvernance, la plupart de ces données évaluent ces facteurs de manière rétrospective. Elles permettent de suivre l'état de la démocratie dans un pays année par année, ce qui les rend utiles pour comprendre les tendances à long terme sur cinq ou dix ans. Cependant, elles ne sont pas très pratiques pour planifier des programmes spécifiques dans un pays au cours des six prochains mois. Notre objectif était d'exploiter les ressources de données existantes mais de créer quelque chose de plus actionnable et utile pour la planification à court terme, en se concentrant sur les semaines et les mois à venir plutôt que sur les années ou les décennies à venir.

Notre approche implique une vaste collecte de données, y compris le dépouillement de centaines de millions d'articles de presse publiés dans le monde entier et dans différentes langues. Ce qui nous distingue, c'est l'importance que nous accordons aux sources locales basées dans les pays que nous analysons. Nous avons investi des efforts et des ressources humaines considérables pour garantir la précision et la qualité de l'extraction des sources d'information dans environ 60 pays.

Une fois que nous disposons des données textuelles brutes des articles de presse, nous utilisons une variété d'outils, y compris de grands modèles de langage, pour les transformer en données structurées sur les événements politiques, créant ainsi un ensemble de données qui suit les événements mensuels liés à l'espace civique. Enfin, nous combinons ces données avec d'autres informations pertinentes, telles que les conditions économiques locales, pour développer des modèles de prévision qui visent non seulement à suivre les événements récents, mais aussi à prédire les développements futurs.

Quel impact le projet a-t-il eu jusqu'à présent ?

Jeremy: L'aspect le plus important de notre travail est l'impact qu'il a. Bien que nous ayons accès à une multitude de données fascinantes et inédites, l'objectif premier a toujours été de faire une réelle différence dans notre mode de fonctionnement. Comme je l'ai mentionné précédemment, ce projet est en cours depuis cinq ans maintenant. Il nous a fallu environ trois ans et demi pour mettre au point un système qui fonctionne efficacement. Au départ, nous espérions naïvement que la collecte et le traitement des données seraient simples. Cependant, nous nous sommes rapidement rendu compte que l'obtention d'informations auprès des sources spécifiques dont nous avons besoin, en particulier auprès de sources nationales basées dans des pays disposant de ressources économiques moindres, nécessitait d'immenses efforts et un contrôle continu de la qualité - quelque chose que, pour l'instant, seuls les humains peuvent prendre en charge. Nous avons consacré beaucoup de temps et d'efforts à la mise en place de ce processus. Ce n'est que depuis un an et demi que nous disposons d'un outil accessible au public, où nous présentons nos données pour des pays spécifiques, y compris les données récentes et les prévisions.

Avec cet élément public en place depuis un an, nous avons acquis des connaissances sur la façon dont il est actuellement utilisé et sur la façon dont nous envisageons de l'utiliser à l'avenir. L'une des premières applications a été l'allocation des ressources au sein du consortium dont fait partie le projet Machine Learning for Peace. Ce consortium comprend plusieurs grandes ONG internationales et l'Agence américaine pour le développement international.

Une partie du travail du consortium consiste à disposer de fonds pouvant être rapidement déployés dans des pays montrant des signes de fermeture de l'espace civique. Ces fonds, mis à disposition par l'USAID, sont alloués sur la base d'évaluations continues des pays confrontés à des problèmes d'espace civique. L'une de nos premières initiatives a consisté à utiliser des modèles de prévision pour déterminer où allouer ces fonds de réponse flexibles. Souvent, sur la base de ses connaissances sur le terrain, l'un des membres du consortium identifiait plusieurs endroits où il prévoyait une aggravation de la situation dans les six mois à venir. Cependant, les fonds disponibles pourraient ne nous permettre d'aider qu'un ou deux de ces endroits.

Pour prendre ces décisions, nous avons commencé à comparer les prévisions quantitatives générées par nos modèles avec les informations communiquées par nos partenaires sur le terrain dans ces pays. Lorsque nos modèles de prévision et nos partenaires sur le terrain s'inquiétaient d'une situation particulière dans un avenir proche, cela nous confortait dans l'idée qu'il était judicieux de diriger des fonds vers ce lieu. Dans les cas où une seule de ces sources d'information signalait un problème, cela nous aidait à établir des priorités quant à l'aide à apporter.

En substance, notre projet consiste à collecter et à analyser des données, à les rendre accessibles au public et à les appliquer de manière pratique pour allouer des ressources là où elles sont le plus nécessaires, dans le but ultime d'avoir un impact positif sur le terrain.



À PROPOS DE JEREMY SPRINGMAN



Jeremy Springman est chercheur associé principal au DevLab@Penn. Il étudie l'économie politique dans les pays en développement, avec un intérêt particulier pour la façon dont les organisations à but non lucratif fonctionnent, et sont façonnées par, la politique et la gouvernance. Dans ses recherches, Jeremy aspire à générer des idées qui peuvent aider les donateurs et la société civile à renforcer les institutions démocratiques et à affaiblir les régimes autocratiques dans les pays en développement. Il a obtenu son doctorat en politique comparée et relations internationales à l'Université de Pennsylvanie en 2019. De 2019 à 2022, il a été post-doctorant puis chercheur associé principal à la Duke University.



**"LA TECHNOLOGIE EST LE
NOUVEAU VISAGE DE
L'INÉGALITÉ ENTRE LES
SEXES. ELLE CREUSE LES
ÉCARTS AU LIEU DE LES
COMBLER".**

INTERVIEW

LES TENDANCES EN MATIÈRE DE GENRE DANS LA TECHNOLOGIE : "LE CYCLE DE LA MARGINALISATION PEUT ET DOIT ÊTRE BRISÉ"

L'engagement virtuel est biaisé. Les femmes et les jeunes filles se heurtent à des obstacles pour accéder à la technologie et doivent surmonter des normes socioculturelles inhérentes qui les empêchent d'accéder à la sphère numérique et de l'influencer, y compris l'IA. Nous demandons à Jane Coffin, conseillère principale de Connect Humanity, et à Dianne Olivan, experte en matière de genre et de droits numériques, pourquoi le monde en ligne reste un espace hostile pour les femmes et comment nous pouvons changer cela.

La pandémie a catalysé une évolution mondiale vers l'engagement virtuel. Mais les filles et les femmes ne sont toujours pas au rendez-vous. Les données montrent qu'au niveau mondial, les hommes sont 21 % plus susceptibles d'être en ligne que les femmes, ce chiffre passant à 52 % dans certains contextes régionaux, où seulement 19 % des femmes utilisent l'internet. Il existe des stéréotypes sexistes selon lesquels les hommes sont plus aptes à utiliser la technologie et les femmes sont plus susceptibles de souffrir de violence en ligne et de cyberintimidation, ce qui transforme les espaces en ligne en terrains hostiles, reproduisant les inégalités existantes que l'on trouve dans le "monde analogique". Quelles sont les dynamiques de genre et de pouvoir en jeu dans les droits numériques ?

Dianne: L'accès et la participation à l'internet sont largement déterminés par le contexte et le capital culturel, politique et économique de chacun. Ce que la pandémie a malheureusement et finalement mis en évidence pour tout le monde - quelque chose pour lequel les féministes et les activistes des droits numériques ont fait campagne depuis que nous avons identifié le potentiel (et les méfaits) des TIC - au sens le plus fondamental, c'est que toute "innovation" qui prend un terrain neutre, c'est-à-dire qui ne prend pas en considération l'expérience des groupes et des communautés marginalisés et qui n'est pas conçue avec eux, exacerbera les inégalités existantes.

Il est essentiel de prendre du recul et de porter un regard plus critique sur l'internet en tant que plateforme d'incarnation. Imaginons que nous ayons tous des échelles individuelles qui représentent notre capacité à participer aux plateformes numériques, en essayant d'atteindre une existence pleinement significative au sommet. Ensuite, nous enlèverons les marches pour représenter les barrières que nous rencontrons dans nos identités croisées.

Certaines échelles seraient trop courtes parce qu'elles n'ont pas les moyens de se connecter ou parce qu'elles ont besoin de l'autorisation de leur mari pour acheter et utiliser un appareil numérique. D'autres s'arrêteraient à mi-chemin parce qu'elles sont régulièrement victimes de violence en ligne. D'autres encore ne sauraient même pas quoi faire de l'échelle parce qu'elle utilise principalement une langue qu'elles n'utilisent pas. Quelle sera la longueur de votre échelle ? Celle de votre grand-mère ? De votre ami handicapé ? Nos migrants et nos réfugiés ?

L'analogique et le numérique sont en miroir, interconnectés. Ce qui se passe dans l'analogique a un impact sur la façon dont nous utilisons et accédons à l'internet.

Jane: L'exclusion numérique dans le monde d'aujourd'hui est une exclusion économique, politique et sociale. La fracture numérique entre les hommes et les femmes constitue donc une menace considérable pour les progrès réalisés en matière de droits des femmes, pour lesquels tant de personnes se sont battues pendant si longtemps. Le cycle de la marginalisation peut et doit être brisé. Pour ce faire, des campagnes de développement socio-économique doivent être menées à l'échelle nationale.

Les gouvernements doivent soutenir les initiatives de formation pour aider les citoyens à atténuer les risques et à exploiter les avantages de l'internet, notamment en ce qui concerne la sécurité en ligne, la cybersécurité et les moyens de communiquer avec les amis et la famille. Ces programmes doivent tenir compte des spécificités des femmes et des filles et comprendre les risques auxquels elles sont confrontées.

Les gouvernements doivent également investir dans le développement d'un accès à large bande rapide et abordable et d'appareils permettant de réduire la fracture numérique. Là encore, une stratégie doit être mise en place pour s'attaquer aux obstacles spécifiques qui empêchent les femmes et les jeunes filles d'être en ligne. Ils doivent également investir pour permettre à un plus grand nombre de femmes de travailler dans les TIC et les infrastructures de réseau, des secteurs qui restent très majoritairement masculins.

La majorité mondiale est la minorité mondiale lorsqu'il s'agit d'avoir son mot à dire sur les droits numériques et la gouvernance de l'internet. D'une certaine manière, ces espaces de discussion sont fermés aux citoyens, même si le domaine numérique a des répercussions si intimes et si profondes sur notre vie quotidienne. Comme dans une relation amoureuse toxique, le numérique prend tellement de place, mais nous comptons si peu. Comment pouvons-nous construire des communautés et des infrastructures numériques qui soient représentatives et démocratiques ?

Dianne: Les personnes marginalisées sont "exclues" de ces espaces parce qu'ils s'inscrivent dans un cadre néocolonial. Ceux qui participent habituellement à ces conversations ont également le privilège d'y participer ; ils disposent du capital économique et culturel nécessaire pour contribuer et prospérer.

Il y a bien sûr des tentatives pour être représentatif et inclusif, mais nous devrions nous demander : où ces conversations ont-elles lieu ? De quoi ai-je besoin pour participer ? Dans quelle langue s'expriment-elles ? Quelles sont les voix les plus fortes dans la salle ? Que se passe-t-il après ces conversations, quel est le cadre de responsabilité ?

Après ces réunions "consultatives" sur l'élaboration de politiques en matière de droits numériques et de gouvernance de l'internet, nous reviendrons tous aux mêmes structures de pouvoir numérique qui autorisent et interdisent les informations auxquelles nous avons accès et que nous conservons, ainsi que les identités qui sont autorisées à exister sur ces plateformes.

Les communautés et les infrastructures numériques réellement inclusives nécessitent un objectif de transformation dès leur création - elles rejettent l'internet capitaliste. Elles sont guidées par la créativité, le partage, l'attention, le consentement et le bien-être ; elles remettent en question et contournent les infrastructures de surveillance. Et nous construirons cela en changeant d'abord d'objectif, en cessant de chercher à être acceptés par les voix les plus fortes et les plus articulées dans une salle de réunion avare, pour occuper l'espace et chercher ceux qui ne sont même pas en mesure de franchir la porte.

Jane: Il y a de plus en plus de possibilités de bourses pour participer à des forums locaux, régionaux et mondiaux sur la gouvernance de l'internet et à d'autres formations. Nous devons veiller à ce qu'un plus grand nombre de femmes et de jeunes filles du monde entier aient accès à ces possibilités. Une partie de notre défi en tant qu'organisations à but non lucratif et de la société civile est d'être moins en concurrence et de collaborer davantage, de sorte qu'au lieu de dupliquer les efforts, nous fournissons la bonne formation à ceux qui peuvent en bénéficier le plus.

Passionné par l'expansion de l'infrastructure à large bande, je suis un fervent défenseur de la formation, du financement et de la mobilisation des communautés au niveau local afin de réduire la fracture numérique. C'est là que les populations locales se trouvent au centre, à la tête de leur avenir numérique. Pour que l'infrastructure à large bande soit plus représentative, nous devons de toute urgence aider davantage de femmes à travailler dans ce domaine, de sorte que non seulement elles reçoivent une formation, mais qu'elles en forment d'autres, construisent des réseaux et renversent des décennies d'un secteur dominé par les hommes. Nous rendons les communautés en ligne plus représentatives en donnant aux femmes un pouvoir réel.

Nous assistons à l'essor d'un monde virtuel, le métavers, envisagé comme un espace partagé où les gens peuvent interagir et participer dans un environnement simulé qui imite le monde physique. Comme pour d'autres technologies transformatrices telles que le cloud et l'IA, dont l'évolution s'est étalée sur plusieurs décennies, les premiers consommateurs et dirigeants du métavers - y compris les investisseurs et les PDG - façonneront son avenir. C'est inquiétant quand on voit comment la dynamique des genres se joue dans les premières étapes du métavers et les quelques personnes - sur des milliards - qui ont accès à ce type de technologie. De l'accès à la conception, quelles sont, selon vous, les trois principales priorités lorsqu'il s'agit de créer un avenir numérique durable ?

Dianne: Malgré le battage médiatique mondial, la durabilité peut revêtir des significations différentes selon les secteurs, mais ce qui reste vrai, c'est la nécessité d'établir des preuves, de créer du contenu et de se préoccuper collectivement de la question.

Dans ce contexte, les données probantes sont le moteur de l'innovation. Au-delà de la politique du capital culturel (comme le fait d'avoir un accès facile aux plateformes de financement parce que ses parents sont amis avec des investisseurs en capital-risque), les preuves et les données nous aident à mettre en évidence le besoin de technologies plus transformatrices et féministes. Lorsque nous accumulons des preuves de nos expériences, nous les ancrons dans la mémoire, afin d'être en mesure d'examiner les signaux et les tendances pertinents, et de les intégrer dans nos scénarios imaginés sur la façon dont les futurs numériques durables se présenteraient à nous et à nos communautés.

Dans le même ordre d'idées, nous devons occuper de l'espace en créant plus de contenu. Alors que les Big Tech sont dirigées par des décisions algorithmiques capitalistes et à but lucratif, lorsque nous créons plus de contenu et partageons nos réalités sans perdre de vue les politiques et les risques dans lesquels nous existons, nous maximisons l'infrastructure et l'audience de ces plateformes pour la construction du mouvement. Lorsque nous créons plus de contenu dans nos langues locales, nous créons des espaces de participation pour ceux qui viennent du même contexte. Lorsque nous partageons nos expériences, nous incitons les gens à faire de même.

Enfin, aucun avenir numérique n'est durable s'il ne s'accompagne pas d'une prise en charge collective. Il ne devrait pas y avoir de conversation sur la durabilité sans une compréhension commune de ce qui nous motive : l'amélioration et le bien-être de ceux qui viendront après nous. Sans une véritable prise en compte collective de l'impact des technologies sur notre santé mentale, physique et émotionnelle et sur celle des communautés futures, pour qui et pour quoi faisons-nous cela ?



LA CAMPAGNE MARCHE AVEC NOUS



Cet article fait partie de la campagne participative annuelle Marche avec nous - un mois entier de récits de femmes activistes du monde entier en collaboration avec des organisations de la société civile, des chercheurs, des photojournalistes et des artistes. [Vous trouverez d'autres récits ici.](#)

"L'ESPACE EN LIGNE N'EST PAS NEUTRE DU POINT DE VUE DU GENRE"

Global Focus, partage les points forts de leur événement organisé en parallèle de la Commission sur le statut des femmes (CSW) sous le thème : L'innovation et le changement technologique, et l'éducation à l'ère numérique pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et les filles.

Du niveau local au niveau mondial, il est essentiel de veiller à ce que tout le monde profite de l'expansion de la connectivité pour libérer le pouvoir des femmes et des filles. C'est également le cas pour l'accès des femmes et des filles aux forums historiquement dominés par les hommes.

S'appuyant sur [l'initiative #UNmute](#), Global Focus a organisé un événement parallèle à la CSW67, explorant comment assurer un accès inclusif aux forums de prise de décision pour la société civile, en se concentrant sur les femmes et les filles, grâce à une connectivité sûre, universelle et significative.

"L'équité numérique doit être une mission pour la société civile, les besoins numériques doivent être considérés comme transversaux. L'accès à l'internet est un droit fondamental", déclare Erica Mesker, directrice des partenariats de Connect Humanity, soulignant le besoin urgent d'intégrer la justice en matière de genre dans la sphère des droits numériques.

Pour que la "connectivité significative" soit réelle, les femmes et les filles doivent disposer d'un accès permanent et à haut débit, de l'appareil adéquat et d'un internet abordable ou, à défaut, d'espaces publics où elles peuvent y accéder gratuitement. Elles ont également besoin de compétences numériques, de contenus et d'outils adaptés à leurs expériences, explique Catalina Escobar, cofondatrice et directrice de la stratégie de MAKAlA. MAKAlA signifie "construire" ou "faire" en miskito, une langue indigène du Honduras. Son nom représente son objectif : établir des partenariats et des relations orientés vers le développement social et économique. La technologie en est une dimension essentielle.

"La technologie est le nouveau visage de l'inégalité entre les sexes. Elle creuse les écarts au lieu de les combler", explique Catalina. En tant qu'ingénieure en mécanique, elle a été directement confrontée aux stéréotypes et aux obstacles auxquels les femmes sont confrontées dans le secteur technologique. Outre le faible nombre de femmes dans les espaces de décision, même dans des domaines émergents tels que l'IA, une autre tendance inquiétante se dessine : les espaces en ligne sont de moins en moins sûrs.

"La technologie facilite la violence sexiste, elle l'amplifie. Les femmes qui sont le plus souvent attaquées en ligne sont les dirigeantes, les politiciennes, celles qui essaient de faire évoluer la société. C'est une menace pour la démocratie.

"Le harcèlement numérique à l'encontre des populations autochtones s'est intensifié, les attaques en ligne sont généralisées et sans précédent, nous sommes qualifiés de terroristes par le gouvernement, la police et l'armée. Les plateformes en ligne sont utilisées par les agents de l'État pour réprimer davantage les populations autochtones dans le cadre des efforts de contre-insurrection et de lutte contre le terrorisme déployés par le gouvernement. Le gouvernement ne fait pas de distinction entre les groupes armés et les citoyens. En fait, tous ceux qui critiquent le gouvernement sont pris pour cible", explique Sarah Bestand K. Dekdeken, secrétaire générale de la Cordillera Peoples Alliance.

La Cordillera Peoples Alliance est une fédération indépendante d'organisations populaires progressistes, dont la plupart sont des organisations de base au sein des communautés indigènes de la région de la Cordillère, aux Philippines.

Le marquage terroriste ou rouge des dirigeants indigènes aux Philippines entraîne de graves violations des droits humains. Sarah elle-même a été condamnée pour avoir défendu les droits des populations indigènes lors d'une conférence de presse sur Facebook. "Les gens ont peur de publier des commentaires en ligne, car ils craignent que l'armée ou la police ne s'en prennent à eux.

"Les attaques contre les dirigeantes indigènes entraînent un stress mental et émotionnel", explique Sarah. "Même nos enfants sont pris pour cible.

Shahla Naimi, responsable des droits humains chez Google, explique comment l'apprentissage automatique et les technologies émergentes peuvent contribuer à modérer la violence et les abus en ligne.

Les apps de gestion du harcèlement, par exemple, sont un outil open-source spécialement conçu pour les personnalités publiques.

"Elles documentent et gèrent les abus dont elles sont la cible", explique Mme Shahla. "C'est une chose de supprimer les abus, mais les personnalités publiques doivent aussi les documenter pour prouver qu'ils se sont réellement produits.

Pour garantir l'accès et la sécurité en ligne à l'échelle mondiale, nous devons tenir compte de questions telles que les barrières linguistiques, les fuseaux horaires et la sécurité, y compris la violence facilitée par les TIC, qui comporte souvent une composante sexospécifique.

Comme le dit Sigrid Kromann Schiøler, conseillère politique et chef de projet de l'initiative #UNmute chez Global Focus et organisatrice de l'événement parallèle : "Pour combler la fracture numérique et l'inégalité croissante en ligne, il est impératif d'établir une approche multipartite forte, qui peut garantir aux femmes et aux filles un accès numérique plus important et égal à tous les niveaux. Pour n'en citer que quelques-uns, nous avons besoin de volonté politique, de réglementations, de technologies axées sur le genre et d'une sensibilisation accrue aux droits numériques. Ces objectifs ne peuvent être atteints que grâce à une collaboration solide et engagée entre les différentes parties prenantes".



**"DANS LE MONDE
D'AUJOURD'HUI,
L'EXCLUSION NUMÉRIQUE
EST À LA FOIS UNE
EXCLUSION ÉCONOMIQUE,
UNE EXCLUSION POLITIQUE
ET UNE EXCLUSION SOCIALE."**

L'INTERNET DES VACHES¹

**par Nyéléni - bulletin d'information coordonné par Sofia Monsalve (FIAN International) et Shalmali Guttal (Focus on the Global South).
Article rédigé par le groupe ETC.**

Cela ressemble à une blague, mais c'est un aspect de plus de l'invasion des technologies numériques dans l'agriculture et l'alimentation, dont le but ultime est une agriculture sans agriculteurs - industrialisée de la semence à l'assiette ou au verre de lait, et contrôlée par les grandes entreprises agroalimentaires, la machinerie et l'informatique.

Des entreprises comme IBM, Microsoft et Huawei proposent des paquets technologiques pour ce qu'elles appellent l'"Internet des vaches". Il s'agit de dispositifs numériques (colliers et/ou puces) qui sont placés dans chaque vache pour mesurer leur poulx, leur température, leur pic de fertilité et d'autres conditions de santé liées au système digestif. Les données sont transmises par internet à un nuage appartenant aux entreprises elles-mêmes, qui les stocke dans des systèmes de Big Data, les analyse grâce à l'intelligence artificielle et envoie les informations que le programme juge pertinentes à l'ordinateur ou au téléphone de l'entreprise agricole, du propriétaire de l'exploitation. Il existe également des puces interactives qui peuvent diriger le bétail pour la traite au moment voulu, connectées à un système de traite automatisé préalablement installé pour s'adapter à la vache en question. Chaque dispositif est associé à une vache particulière.

Depuis une dizaine d'années, des systèmes satellitaires permettent de surveiller le bétail dans certaines zones. La différence aujourd'hui est que la collecte de données est beaucoup plus large, que les données concernent chaque animal et que toutes les informations sont stockées dans un nuage appartenant à ces entreprises ou, selon les contrats, dans des nuages partagés avec Bayer-Monsanto ou des entreprises de machines agricoles telles que John Deere.

Il existe également l'internet des porcs et des moutons, qui est structuré de la même manière. L'idée n'est pas que le processus se termine dans chaque ferme, mais que la surveillance suive chaque animal, y compris les transactions de bétail sur le sabot, grâce à l'utilisation de la blockchain et des crypto-monnaies, jusqu'à l'abattoir, les chaînes de certification qui comprennent la transformation, la vente, le suivi de la vente au détail et même jusqu'au réfrigérateur.

IBM et Microsoft disposent tous deux de systèmes numériques avancés qui couvrent l'ensemble de la production agricole d'une exploitation. Le package proposé par Microsoft, appelé "Farmbeats", offre un système de surveillance permanente de l'état des sols, de l'humidité et de l'eau, de l'état des cultures (si elles ont besoin d'irrigation, s'il y a des maladies, des parasites, etc.), des données climatiques, des données météorologiques à jour (direction du vent, pluies, etc.), pour fournir des indications quand et où semer, appliquer l'irrigation, les engrais ou les pesticides, quand récolter, etc - tout cela à partir du nuage Microsoft.

Pour résoudre le problème de la connectivité rurale, un élément clé du système, mais qui fait défaut dans les zones rurales, Microsoft utilise les "espaces blancs de la télévision", qui sont des bandes de télévision désaffectées. Cela permet d'installer un routeur dans chaque ferme, de connecter des capteurs, des drones, des puces, des téléphones et des ordinateurs à l'internet dans un rayon de quelques kilomètres et d'envoyer les informations dans le nuage de l'entreprise. Les plus grandes entreprises agroalimentaires telles que Bayer, Syngenta, Corteva et BASF ont des divisions numériques avec des projets de ce type et, depuis 2012, elles ont des accords de collaboration ou des coentreprises avec les plus grandes entreprises de machines (John Deere, AGCO, CNH, Kubota) pour les données des grands systèmes, les nuages pour le stockage et l'informatique, et les entreprises de drones. Par exemple, PrecisionHawk, Raven, Sentera et Agribotix sont de nouvelles entreprises créées en collaboration avec des multinationales qui fabriquent des semences et des machines agrotechniques.

Encore une fois, comme pour la transgénèse, les entreprises prétendent que cela est nécessaire pour nourrir une population mondiale croissante, pour augmenter la production, économiser l'eau et être "durable". En réalité, il s'agit d'une agriculture sans agriculteurs, visant à remplacer les petites exploitations par de grandes entreprises, où, de la semence à l'assiette, le contrôle est effectué par une chaîne de transnationales qui ne laissent aucune décision aux agriculteurs. Chaque exploitation agricole fournit également une grande quantité de données que les entreprises s'approprient, construisant des cartes sur des régions entières, ce qui leur permet de visualiser et de négocier des projets bien au-delà de chaque exploitation, en passant par les agriculteurs et les paysans. Ce sont des projets qui avancent, mais cela ne veut pas dire qu'ils fonctionnent. Les véritables connaissances sur les champs et les animaux, qui sont à l'origine de la nourriture et de la subsistance de la majeure partie de la planète, proviennent du mode de vie paysan lui-même. Ces paquets technologiques sont de nouvelles formes d'attaques contre elle.

¹ Pour plus d'informations, consultez le rapport du groupe ETC, Blocking the Chain. Concentration de la chaîne alimentaire industrielle, plateformes Big Data et solutions pour la souveraineté alimentaire, 2018 - <https://www.etcgroup.org/content/blocking-chain>



À PROPOS DE LA LETTRE D'INFORMATION INTERNATIONALE DE NYÉLÉNI



Le bulletin international Nyéléni est la voix de ce mouvement international pour la souveraineté alimentaire. Son objectif principal est de renforcer la base du mouvement, en fournissant du matériel accessible sur des questions clés et en créant un espace - pour les individus et les organisations impliqués dans la lutte - afin d'échanger leurs expériences et de partager des informations. Voir toutes les éditions de la [lettre d'information Nyéléni ici](#) !

QUI DÉTERMINE L'ORIENTATION DE L'AVENIR : LES HUMAINS OU L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?

par Mika Väitalo, expert en développement et innovation, Fingo

Je me souviens parfaitement de la sensation de choc et de vertige que j'ai ressentie lorsque j'ai lu pour la première fois la vision du visionnaire de Google, Ray Kurzweil, concernant l'avenir de l'intelligence artificielle. Selon sa théorie de la singularité, une IA super intelligente dépassant l'intelligence humaine sera mise au point d'ici le milieu de ce siècle.

Par la suite, elle se développera de manière exponentielle et dépassera définitivement les humains. Kurzweil a présenté sa vision comme une opportunité de résoudre les problèmes du monde d'un seul coup.

D'un autre côté, feu le physicien Stephen Hawking a mis en garde contre le développement de la volonté propre de l'IA, qui pourrait entrer en conflit avec les intérêts de l'homme. La superintelligence écarterait l'humanité de son chemin comme un ours écarte les fourmis de son chemin.

L'intelligence artificielle apparaît comme une grande toile posée devant l'humanité, nous invitant à y peindre nos rêves et nos cauchemars.

Après m'être familiarisé de plus près avec l'IA au cours des dernières années, le vertige initial s'est atténué. Une image plus nuancée est apparue entre les utopies et les dystopies de l'IA. L'IA faible est basée sur l'exécution de tâches très spécifiques, qu'il s'agisse d'un programme d'échecs, de recommandations Netflix ou de reconnaissance faciale.

Un algorithme apprend à partir des données qui lui sont fournies, en catégorisant les nouvelles données et en tirant des conclusions. Si vous mettez un programme d'échecs pour jouer au Monopoly ou si vous installez le pilote automatique de Tesla sur une moto, les deux échoueront.

L'IA forte, en revanche, devrait être capable d'une réflexion indépendante et flexible, semblable à celle des humains, et comprendre ce qu'elle fait. L'IA forte n'a pas été créée parce que la pensée indépendante, en particulier la conscience, reste un mystère pour la science. Toutes les avancées en matière d'IA au 21^e siècle ont été réalisées au niveau faible. Le niveau fort est principalement resté un fantasme.

Si l'IA ne va pas sauver ou détruire l'avenir, quels avantages pratiques pourrait-elle avoir, par exemple, pour atteindre les objectifs de développement durable ? Les possibilités sont nombreuses. Par exemple, les agriculteurs qui s'adaptent au changement climatique peuvent être soutenus par de meilleures informations, et l'émergence et la propagation des virus peuvent être anticipées. L'IA peut également contribuer à la planification intelligente de villes qui ne cessent de croître.

Dans la pratique, les algorithmes d'apprentissage ont été utilisés, par exemple, pour évaluer l'indépendance des médias au Mozambique, où un algorithme formé par l'organisation de la société civile IREX a analysé les nouvelles locales beaucoup plus rapidement que les humains.

Un programme des Nations unies appelé UNOSAT et UN Global Pulse, axé sur l'IA, utilisent l'imagerie satellitaire et des algorithmes d'IA pour fournir des images rapides et précises de la situation, par exemple du nombre et des mouvements des camps de réfugiés non officiels. Ces informations sont partagées avec les ONG sur le terrain.

L'entreprise sociale Omdena fait appel à des professionnels de l'IA dans le monde entier pour élaborer des solutions d'IA afin de soutenir le travail pratique des acteurs du développement, y compris les ONG.

Toutefois, l'utilisation des nouvelles technologies ne se limite pas à améliorer de manière neutre, par exemple, le travail des acteurs du développement. L'opacité des algorithmes constitue un problème essentiel. Le fonctionnement interne de l'IA est si complexe que les humains ne peuvent souvent pas comprendre son processus de prise de décision. Nous devons simplement nous fier au résultat.

Si la machine recommande de mauvaises décisions, qui est responsable ?

Lorsque les données et les algorithmes semblent mathématiques et objectifs, il est facile d'oublier, par exemple, qu'une IA d'évaluation de crédit peut être basée sur des données potentiellement discriminatoires. Ainsi, les inégalités existantes dans les organisations et les communautés peuvent être reproduites et étendues, leurs origines disparaissant à l'arrière-plan.

L'information, c'est le pouvoir. La collecte massive et automatisée de données et les algorithmes d'IA utilisant des données sont en grande partie une technologie développée, entretenue et dirigée par le Nord global.

Même si des prévisions météorologiques plus précises et des directives sont distribuées aux agriculteurs par le biais de programmes de développement, est-ce important si le pouvoir se consolide au niveau mondial entre les pays leaders en matière d'IA ? Devons-nous nous réjouir de la diffusion de l'internet et des téléphones portables dans les communautés les plus pauvres si cela renforce en partie les activités omniprésentes de quelques entreprises géantes basées sur l'IA ?

Lorsque les acteurs du développement exploitent les nouvelles technologies pour lutter contre la pauvreté, améliorer l'éducation ou atteindre d'autres objectifs de développement durable, ils doivent comprendre le pouvoir et les risques qu'elles impliquent.

Dans un monde plus juste, les citoyens du monde entier participeraient au développement de l'IA et à ses limites, et pas seulement quelques visionnaires. Les lignes directrices internationales de l'UNICEF sur la prise en compte des enfants dans l'utilisation de l'IA en sont un exemple. Elles mettent l'accent sur les droits des enfants à déterminer les questions qui les concernent en matière d'IA.

Que faut-il penser de tout cela ?

L'historien Yuval Noah Harari a souligné que les inventions de la révolution industrielle, des machines à vapeur aux usines, n'ont pas dicté le type de société qu'elles ont permis de construire. La révolution a jeté les bases de systèmes communistes et capitalistes, en fonction des valeurs, des points de vue et des visions des individus.

Il en va de même pour l'IA.

(Ce texte a été publié à l'origine dans [The World's Pictorial Magazine](#) en [finnois](#)).



À PROPOS DE FINGO



Fingo est l'organisation faîtière d'environ 270 organisations de la société civile finlandaise et un expert en développement mondial. Le [projet Fingo Powerbank](#), plus précisément, soutient les ONG de développement dans trois domaines : les innovations, les solutions technologiques et la collaboration avec le secteur privé. La Fingo Powerbank offre aux ONG un centre de ressources complet, avec des solutions technologiques éprouvées, un contenu sur les meilleures pratiques, des expériences réussies en Afrique de l'Est et un service de mise en relation avec plus de 70 partenaires potentiels du secteur privé. Il s'agit d'une plateforme unique pour les ONG qui cherchent à améliorer leur travail grâce à l'innovation technologique et à la collaboration.

CHERS DÉVELOPPEURS DE L'IA

Par le collectif créatif **Both Nomads**

Cette lettre s'adresse à vous. Avez-vous entendu parler de la journaliste Celia Izoard et de sa critique radicale de la société numérique ? C'est elle qui nous a incités à vous écrire une lettre. Il y a quelques années, avec son livre "Lettres aux humains qui robotisent le monde", elle a ouvert un dialogue avec des designers technologiques, s'interrogeant sur le sens de leur travail et analysant l'impact social et écologique des technologies émergentes. Ce livre passe de mains en mains, avec sa question principale : quel est le rôle des "machines" dans notre société ? Vous repoussez les frontières de l'intelligence artificielle, mais quels sont les principes directeurs qui guident la trajectoire de ce navire ?

Les grands pouvoirs s'accompagnent de grandes responsabilités. Et les responsabilités sont difficiles, mais elles sont meilleures lorsqu'elles sont partagées. L'IA a une portée mondiale, mais de quelle portée parlons-nous ? L'IA - non seulement le matériel ou le logiciel, mais aussi le concept d'IA - doit être accessible à un public plus large et les implications de cette technologie doivent être discutées ensemble, de manière transfrontalière et intergénérationnelle. Il faut également être clair sur les risques. Comment pouvons-nous faire confiance à cette technologie si nous ne faisons pas confiance à ses développeurs ? La confiance naît des conversations, de la transparence et de la compréhension. Et en passant du temps de qualité ensemble.

Lorsqu'il s'agit d'utiliser des outils d'IA, en particulier pour les images, nous avons été surpris par la manière dont ces systèmes interprètent nos entrées textuelles. Par exemple, lorsque le sexe n'est pas explicitement mentionné, l'IA se contente souvent de représenter les femmes d'une manière qui peut être exagérément sexualisée, à l'image de personnages comme Tomb Raider. De même, l'IA a tendance à donner une image stéréotypée des peuples indigènes et de bien d'autres communautés.

On nous dit que nous n'en sommes qu'aux premiers stades de la technologie de l'IA, mais ces questions sont déjà très présentes. George Orwell a envisagé les dangers d'un gouvernement monolithique armé d'une intelligence artificielle dans son célèbre roman d'une dystopie future, "1984". Pour reprendre une phrase de son livre, il existe une devise particulièrement inquiétante attribuée à Big Brother : "L'ignorance est une force" : "L'ignorance est une force". La question à laquelle nous devons faire face est de savoir si les gens seront tenus dans l'ignorance, si vous nous informerez ou si le développement de l'IA se fera simplement derrière la conscience collective. Comment pouvons-nous y parvenir ensemble ?



À PROPOS DE BOTH NOMADS



Both Nomads est un collectif créatif mondial qui utilise des pratiques documentaires et des récits participatifs à des fins d'activisme. Ils explorent également l'intégration de l'IA dans les récits et les limites de l'expression créative.

LE DÉBAT SUR L'IA ET LA JEUNESSE : NOUVELLES VISIONS

Par Osei Manu Kagyah, membre de la communauté de Digital Grassroots au Ghana

L'impact de l'IA est énorme et offre à la jeunesse une occasion remarquable d'exploiter le potentiel de cette technologie émergente. Alors que nous réfléchissons aux réalisations de ceux qui nous ont ouvert la voie, il nous incombe non seulement de profiter des avantages de l'IA, mais aussi de poser des questions qui suscitent la réflexion et qui façonnent son application éthique et inclusive. Les jeunes envisagent un manifeste ou un cadre pour l'IA fondé sur les principes de confiance, de sécurité, de responsabilité, d'inclusivité et d'éthique.

Pour élaborer un cadre ou un manifeste complet, nous devons nous pencher sur des questions essentielles qui garantissent une inclusion totale, en particulier pour ceux qui pourraient subir les conséquences négatives de la mise en œuvre de l'IA. Comment concevoir un processus qui respecte et prenne véritablement en compte les préoccupations, les points de vue et les droits de toutes les parties prenantes, y compris les détracteurs, en particulier les jeunes ?

Garantir l'ouverture dans la conception du processus renforcera la confiance dans le résultat.

Les jeunes envisagent un avenir où la politique est adaptée au contexte, mais ils se préparent également aux divers contextes potentiels d'utilisation des "modèles de base".

Il est essentiel d'encourager les jeunes à participer activement à l'élaboration des politiques et aux processus décisionnels concernant l'IA. Cette approche inclusive reflète notre engagement en faveur de la transparence et de l'accessibilité, tout en tenant compte de l'impératif de minimiser les abus et les préjudices.

Si l'adoption d'une nouvelle législation est indéniablement importante, nous ne devons pas sous-estimer l'importance d'optimiser l'utilisation des cadres juridiques existants. Il est essentiel de trouver un équilibre entre la promotion de la concurrence économique et l'encouragement de la collaboration pour façonner un paysage dynamique de l'IA. L'honnêteté et la responsabilité doivent être les fondements de cette entreprise. L'intégration de ces valeurs dans la conception et la mise en œuvre du processus permettra de préserver l'intégrité de sa mission et de ses résultats.



À PROPOS DE DIGITAL GRASSROOTS



Digital Grassroots est une organisation à but non lucratif dirigée par des jeunes et des femmes, qui encourage les jeunes à s'attaquer aux problèmes liés à l'internet dans leurs communautés par le biais de l'alphabétisation numérique, de la mise en réseau et de l'activisme.

PEUPLES AUTOCHTONES : L'IA EST, PAR NATURE, ENTACHÉE DE BIAS ALGORITHMIQUES ET DE DONNÉES EMPOISONNÉES

Par Nina Sangma, coordinatrice du programme de communication, AIPP

L'IA est intrinsèquement entachée de biais algorithmiques et de données empoisonnées qui auront des répercussions négatives massives sur les peuples autochtones, y compris sur les communautés connectées et non connectées ou mal connectées. Voici cinq points qui illustrent l'impact négatif de l'IA sur les peuples autochtones.

1. Impact économique: L'IA cherche à automatiser les emplois peu qualifiés et, comme de nombreux autochtones souffrent d'un manque d'accès à l'éducation et à des compétences élevées, beaucoup sont employés dans des secteurs non qualifiés et désorganisés. L'IA décimera effectivement leur accès à l'emploi, y compris à l'emploi déguisé.

2. Exclusion: La plupart des outils d'IA tels que ChatGPT sont regroupés en services gratuits et premium (payants). Cela exclut même ceux qui, parmi les peuples autochtones, peuvent accéder à tous les spectres de l'internet et qui ont les compétences techniques ou la connaissance générale de l'IA pour accéder aux services payants. Par conséquent, les groupes vulnérables ne sont pas pris en compte. En outre, le monde en ligne est largement capacitiste et tend à s'adresser au monde anglophone, tandis que d'autres langues mondiales dominantes prennent le dessus. Les langues autochtones ne sont pas encore pleinement intégrées dans cet écosystème, ce qui aggrave l'effacement généralisé des langues, de la diversité culturelle, de la richesse, des bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles, de la vision spirituelle du monde des peuples autochtones, puisque la documentation, le journalisme, la recherche et les ressources en ligne sont rédigés par des non-autochtones, à l'intention du grand public. Les services de traduction automatique n'incluent pas les langues autochtones.

3. Les récits négatifs: Les peuples autochtones sont massivement visés par des campagnes structurées et stratégiques de désinformation et de mésinformation ainsi que par des campagnes parrainées par l'État à leur encontre. Les militants des peuples autochtones, qui comprennent les défenseurs des droits humains, les journalistes, les défenseurs du climat et tous ceux que l'État déclare ennemis. L'IA est conçue pour alimenter les récits néfastes existants sur les peuples autochtones. Par exemple, le mot de recherche "terroriste" fera apparaître les noms des militants des peuples autochtones, puisque c'est ce qui existe sous forme de données et d'histoires en ligne.

C'est ce qui s'est passé aux Philippines avec l'étiquetage rouge des militants indigènes qui sont souvent qualifiés de terroristes. De même, en Thaïlande, les OI (opérations d'information) ciblent les populations autochtones pour soutenir et prolonger les tactiques d'intimidation, l'accaparement des terres et les formes imaginatives de violence sur le terrain. En Inde, sous le régime répressif de Modi, toute personne critiquant l'État est qualifiée d'anti-nationale, les militants Adivasi étant qualifiés de maoïstes, les termes étant presque interchangeables. Les femmes autochtones sont particulièrement vulnérables au doxing, qui augmentera certainement en raison des risques posés par l'IA.

4. Un monde post-pandémique post-vérité: Le Covid 19 a rendu la fracture numérique - c'est-à-dire le manque d'appareils, de données et de contrôle sur le discours - douloureusement évidente. L'accès à l'internet est un droit fondamental pour de nombreuses personnes dans le monde, mais il est considéré comme un privilège pour les communautés indigènes qui ne sont souvent pas ou peu connectées à l'internet et à ses éco-systèmes alimentés par l'IA et le Metaverse.

5. L'invisibilité: La non-reconnaissance des peuples autochtones par l'État est l'une des raisons, si ce n'est la raison, de l'obstacle à l'autodétermination des peuples autochtones. Selon la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, "l'auto-identification en tant qu'autochtone est considérée comme un critère fondamental". La Déclaration fait référence à leur droit de déterminer leur propre identité ou appartenance conformément à leurs coutumes et traditions. L'absence ou la rareté des données sur les peuples autochtones, y compris les défis posés à la souveraineté des données autochtones, ainsi que la biopiraterie, continuent d'exploiter les connaissances et les traditions autochtones, brevetées à des fins lucratives par des non-autochtones. En outre, les peuples autochtones ne sont pas présents aux tables de décision dans le monde de la technologie et ne participent pas à l'élaboration des politiques.

Les droits numériques appartiennent-ils seulement à ceux qui sont connectés ou incluent-ils ceux qui ne sont pas connectés ou mal connectés, comme le sont beaucoup de nos frères et sœurs autochtones qui subissent les effets négatifs du monde virtuel ? Il est alarmant de constater que l'IA est conçue pour élargir les inégalités structurelles existantes par le biais d'algorithmes intégrés et de données empoisonnées visant à invisibiliser durablement les peuples autochtones. Il est donc crucial d'inclure les voix autochtones afin d'influencer la politique et la pratique de l'IA si nous voulons retarder l'abus rampant de nos droits à la fois en ligne et hors ligne.



À PROPOS DU ASIA INDIGENOUS PEOPLES PACT (AIPP)



Le Pacte des peuples autochtones d'Asie (AIPP) est une organisation régionale fondée en 1992 par des mouvements de peuples autochtones. À l'heure actuelle, l'AIPP compte 46 membres issus de 14 pays d'Asie, dont 18 alliances/réseaux nationaux de peuples autochtones (formations nationales) et 30 organisations locales et infranationales.

UTILISER L'IA POUR "DÉCOLONISER" LE LANGAGE - L'IA PEUT-ELLE ÊTRE UTILISÉE POUR MODIFIER LE POUVOIR IMPLICITE DANS LE LANGAGE DU DÉVELOPPEMENT ?

Par Bibbi Abruzzini, coordinatrice de la communication, Forus. Cet article a été publié pour la première fois sur Global Voices et est disponible en arabe, espagnol, français, néerlandais, bangla, bosniaque et espéranto.

Nous devons trouver un nouveau langage, de nouveaux récits, une nouvelle vision du monde et les outils nécessaires pour créer les mots qui nous permettront de surmonter le "grand récit humanitaire". La technologie peut-elle nous aider ?

Le mois dernier, beaucoup d'entre nous ont entendu parler des fonctions semblables à celles de "Matrix" du nouveau ChatGPT alimenté par l'IA, qui laisse les citoyens déstabilisés, choqués et dans plusieurs autres états émotionnels, allant de la peur à l'enthousiasme. L'utilisation de l'IA reste une niche pour la plupart des organisations de la société civile et des activistes. Pourtant, plusieurs initiatives utilisant les technologies émergentes et l'intelligence artificielle pour "décoloniser" la langue apparaissent, en particulier dans le secteur du développement.

Le langage du développement est-il colonial ?

La question de savoir si le langage du développement est colonial est complexe et débattue. L'imposition des langues et des cultures européennes aux peuples colonisés a été un élément clé du processus de colonisation. Les puissances coloniales ont imposé leurs langues, ce qui a souvent entraîné l'érosion des langues indigènes. Le langage du développement peut être considéré comme une continuation de cet héritage, car il exclut souvent les langues indigènes et minoritaires, renforçant ainsi les schémas de domination linguistique et culturelle.

"La langue est un élément essentiel de l'identité et du patrimoine d'une communauté. En perdant des langues, nous perdons une partie de notre histoire et de notre culture collectives. La technologie peut nous aider à préserver et à promouvoir ces langues, mais nous devons le faire d'une manière respectueuse et inclusive", explique Anju Mary Paul, responsable de la recherche à [FirstVoices](#), une plateforme qui comprend des archives linguistiques alimentées par l'IA, qui permettent aux utilisateurs de rechercher et d'accéder à des enregistrements audio et vidéo de langues indigènes.

"Le fait que nous utilisions le français ou l'anglais comme langues de développement, alors que dans certaines communautés, comme en Afrique, il existe plusieurs langues tribales, pose problème. Que se passe-t-il lorsque les gens ne comprennent pas la langue que nous utilisons ?", s'interroge Moses Isooba, directeur exécutif du [Uganda National NGO Forum](#) (UNNGOF).

Prototype de lexique et de langage

Isooba fait partie d'une équipe qui développe un prototype de langage et de lexique utilisant l'IA pour permettre une communication plus inclusive qui soit moins (ou pas) implicitement néocoloniale, sexiste ou raciste. L'idée est d'explorer l'application de l'IA pour corriger et remplacer le jargon péjoratif, les expressions idiomatiques et la terminologie "imposés" aux organisations de la société civile impliquées dans le complexe de l'aide internationale et le secteur du développement.

L'équipe conçoit un lexique destiné à modifier le pouvoir de deux manières : d'abord en abolissant le langage problématique, tout en encourageant une communication plus inclusive à l'aide d'une nouvelle fonction de style "trouver et remplacer", et ensuite en permettant aux gens d'utiliser leur propre langue locale en testant leur travail avec le luganda, la langue couramment utilisée en Ouganda.

Des termes tels que "desk officer" ou "in the field" rappellent l'ère coloniale. Les organisations humanitaires internationales désignent souvent leurs bureaux dans les pays du Sud comme des "bureaux nationaux", qui s'apparentent à des avant-postes coloniaux "agissant comme la corde restante qui nous attache au navire colonial", déclare le Dr Isooba. Il poursuit en expliquant que la décolonisation de la langue est essentielle :

La décolonisation de la langue est d'une importance capitale, car c'est la langue qui définit les termes de l'engagement entre le Nord et le Sud. Dans la mesure du possible, la langue doit être dépolitisée et décolonisée. Le développement et l'aide humanitaire sont politiques, mais notre langue doit rester non partisane. Les partis politiques vont et viennent, mais les inégalités subsisteront si notre langage commence à refléter celui des personnes au pouvoir, surtout si les intentions qui sous-tendent la rhétorique ne sont pas sincères".

Nous ne pouvons pas nous contenter de parler en termes d'acronymes

"Le langage du développement est devenu un tel jargon que même nos propres familles ne comprennent plus ce sur quoi nous travaillons", explique Harsh Jaitli, du Voluntary Action Network India (VANI).

Le langage est l'un de nos outils les plus ancestraux, pour le meilleur et pour le pire. Dans un univers en ligne en proie à la désinformation et aux attaques, divers militants et organisations de la société civile se concentrent désormais sur de "nouveaux récits" afin d'élargir l'espace civique plutôt que de le réduire.

Ces dernières années, de nombreuses initiatives et organisations ont travaillé sur le lien entre l'IA et le langage. Masakhane, par exemple, est une initiative communautaire de base qui vise à créer des outils et des modèles de traitement du langage naturel (NLP) pour les langues africaines, dans le but de les préserver et de les promouvoir à l'ère numérique.

L'interprétation et la traduction font également partie du jeu, et les organisations s'efforcent désormais d'élargir le spectre, par exemple avec ce [glossaire gratuit de traduction Chichewa-anglais](#) de la terminologie du développement. [AI for the People](#) se concentre sur la promotion d'un développement et d'un déploiement plus inclusifs et équitables des technologies de l'intelligence artificielle. Elle propose également des ressources et des formations aux communautés pour qu'elles s'engagent dans l'IA.

Pourtant, selon NeuralSpace, une plateforme qui aide à combler l'énorme fossé linguistique dans le domaine de la technologie, 90 % des solutions NLP sont exclusivement disponibles dans les langues européennes. L'IA a le potentiel de faire tomber les barrières linguistiques pour les six milliards de personnes restantes en contrant cette forme d'"apartheid numérique". Comment ? En comblant les barrières linguistiques à l'aide de systèmes de traduction complexes ou d'applications d'apprentissage des langues, par exemple. D'autres moyens consistent à créer des archives numériques faisant appel à la reconnaissance optique de caractères ou à la reconnaissance vocale, et à mettre à disposition des contenus dans les langues maternelles plutôt que dans les langues "coloniales" omniprésentes.

Mais tout cela semble trop beau pour être (seulement) vrai. Avant que l'IA puisse décoloniser le langage, l'IA elle-même doit être décolonisée.

Le paradoxe de l'IA

L'IA a le potentiel de transformer notre façon de communiquer, mais c'est aussi le transmetteur parfait pour exacerber les préjugés existants. "Nous devons nous pencher sur les questions de partialité dans les modèles linguistiques et veiller à ce qu'ils soient inclusifs et représentatifs de tous les utilisateurs", [explique Soujanya Poria](#), professeur adjoint à l'université technologique de Nanyang.

La langue sur laquelle l'IA est formée peut déjà être "déformée" et incapable de remplacer la pensée et le comportement humains biaisés.

"La décolonisation du langage est d'une importance capitale pour l'autonomisation des communautés et la remise en question des récits dominants. La technologie peut être un outil puissant dans ce processus, mais nous devons veiller à ne pas reproduire les mêmes schémas d'exclusion et de marginalisation que nous essayons de surmonter", déclare le Dr Isooba.

Nous avons demandé à ChatGPT si l'intelligence artificielle pouvait reproduire un langage colonial, raciste ou sexiste : En tant que modèle linguistique d'intelligence artificielle, je ne suis pas capable d'avoir ou d'exprimer des croyances, des valeurs ou des préjugés personnels. Cependant, je reconnais que les données utilisées pour me former peuvent contenir des préjugés et je m'efforce de fournir des informations exactes, impartiales et inclusives. Il est important de noter que ce sont des personnes qui programment et utilisent l'IA, et qu'elles peuvent involontairement intégrer leurs propres préjugés dans le développement et l'utilisation des systèmes d'IA. Il est donc essentiel d'être conscient de ces préjugés potentiels et de s'efforcer de créer et d'utiliser les systèmes d'IA d'une manière éthique, inclusive et responsable.

Selon Timnit Gebru, de Black in AI, nous devons cesser de penser à des données "propres" et "sales" et penser à des données qui reflètent la diversité du monde réel.

"L'un des meilleurs moyens d'y parvenir est de constituer des équipes diversifiées de scientifiques des données capables de reconnaître leurs propres préjugés et d'y remédier", explique-t-elle.

Sabelo Mhlambi et d'autres chercheurs ont récemment rédigé le Manyfesto de l'IA décoloniale, afin de "dépasser les préjugés occidental-centrés" et de construire "des futurs socio-techniques dignes". La société civile est également de plus en plus impliquée dans le développement de l'IA en participant activement aux discussions et débats publics sur les implications éthiques, sociales et politiques des technologies de l'IA. Pourtant, plusieurs dirigeants et militants de la société civile

comme Mwarimū Mūtemi wa Kĩama du Kenya, arrêté pour ses tweets, soutiennent que l'exclusion délibérée des voix marginalisées des processus de prise de décision en matière de technologie est une forme de violence structurelle.

"Nous devons reconnaître que l'accès à la technologie est un droit de l'homme et veiller à ce que tout le monde ait un siège à la table", déclare Kĩama.

Dianne Olivan, militante pour les droits numériques et l'égalité des sexes, nous explique que les personnes marginalisées sont "exclues" des environnements décisionnels parce que ces espaces s'inscrivent dans un cadre néocolonial :

Ceux qui participent habituellement à ces conversations ont également le privilège d'y participer ; ils disposent du capital économique et culturel nécessaire pour contribuer et prospérer. Il y a bien sûr des tentatives de représentativité et d'inclusion, mais nous devrions nous demander : où se déroulent ces conversations ? De quoi ai-je besoin pour participer ? Dans quelle langue s'expriment-elles ? Quelles sont les voix les plus fortes dans la salle ? Que se passe-t-il après ces conversations, quel est le cadre de responsabilité ?

Après ces réunions "consultatives" sur l'élaboration de politiques en matière de droits numériques et de gouvernance de l'internet, nous reviendrons tous aux mêmes structures de pouvoir numérique qui autorisent ou non les informations auxquelles nous accédons et que nous conservons, et les identités qui sont autorisées à exister sur ces plateformes, affirme M. Olivan :

Les communautés et les infrastructures numériques réellement inclusives nécessitent un objectif de transformation dès leur création - elles rejettent l'internet capitaliste. Elles sont guidées par la créativité, le partage, l'attention, le consentement et le bien-être ; elles remettent en question et contournent les infrastructures de surveillance. Et nous y parviendrons en commençant par changer d'optique : au lieu de chercher à être acceptés par les voix les plus fortes et les plus articulées dans une salle de réunion averse, nous nous attacherons à occuper l'espace et à chercher ceux qui ne sont même pas en mesure de franchir la porte.

L'IA ET LA PRÉSERVATION DES LANGUES EN AFRIQUE

Par Clarisse Sih, Forus

Avec plus de 3 000 langues parlées en Afrique et une part importante des quelque 1,5 milliard de personnes vivant sur le continent qui ne parlent ni l'anglais ni le français, il est important que l'IA soit développée en tenant compte de cette diversité et de ces spécificités. Les défis dans le domaine de l'accès aux données dans les langues africaines ainsi que les moyens de développer l'IA de manière appropriée et adaptée dans la région sont des aspects importants qui doivent être discutés.

"Chat GPT, par exemple, connaît la capitale du Kenya, mais lorsqu'on lui pose une question en kinyarwanda (l'une des langues officielles du Rwanda), il ne la comprend pas. Si nous ne mettons pas en place les exigences nécessaires, nous risquons de créer un fossé énorme où les personnes du continent qui ne parlent pas de langues étrangères comme l'anglais et le français n'auront pas accès aux services d'intelligence artificielle. 13 % des langues du continent sont en danger, et ce chiffre ne cesse de croître. À mesure que la transformation numérique s'installe en Afrique, les Africains devront s'adapter à d'autres langues pour pouvoir utiliser ces services. L'IA pourrait contribuer à réduire l'importance des langues locales pour les jeunes, par exemple, qui seront plus enclins à apprendre l'anglais ou le français. Dans 10 ou 15 ans de transformation numérique, il est possible d'assister à la suppression de plusieurs de ces langues locales, qui ne sont pas parlées dans les interactions en ligne", explique Audace Niyonkuru, PDG de Digital Umuganda, une société d'intelligence artificielle spécialisée dans la technologie linguistique pour les langues africaines, en mettant l'accent sur les solutions basées sur la voix.

Il a appliqué au monde de l'IA le concept d'"Umuganda", une initiative communautaire conçue pour favoriser le progrès social et environnemental, qui a servi d'inspiration pour le développement de Digital Umuganda, visant à déclencher une action collective. Le terme "Umuganda" signifie "se rassembler dans un but commun pour atteindre un objectif". Dans la tradition rwandaise, les membres de la communauté ralliaient leur famille, leurs amis et leurs voisins pour les aider à relever des défis. Aujourd'hui, au Rwanda, le dernier samedi de chaque mois, toute la communauté collabore à l'amélioration de son quartier dans le cadre d'Umuganda.

"Nous avons réalisé que si cette approche était fructueuse pour les infrastructures physiques, elle pouvait également s'appliquer aux infrastructures numériques, car c'est un concept qui résonne avec tout le monde. Pour garantir la diversité de nos contributeurs, nous avons cherché un terrain d'entente entre les domaines physique et numérique. C'est ainsi que nous avons lancé Digital Umuganda pour créer un ensemble de données ouvertes. Pour éviter les biais dans les données, nous avons organisé des sessions de formation pour nos contributeurs", a expliqué M. Audace.

"Nous avons collaboré principalement avec des communautés qui ont reconnu l'importance de préserver la langue. Les contributeurs étaient véritablement engagés dans la sauvegarde du kinyarwanda. C'était un concept qui résonnait en eux, car il correspondait à ce qu'ils comprenaient et à ce qu'ils connaissaient. Leur participation était volontaire et visait à créer une infrastructure publique dont tout le monde bénéficierait en fin de compte", a-t-il souligné.

"L'IA pourrait être un outil de localisation", explique M. Audace, mais aussi un moyen de faciliter le développement socio-économique du continent en facilitant le commerce, les interactions et la communication transfrontalière.

"Faciliter les traductions entre le wolof et le kinyarwanda, par exemple, pourrait grandement favoriser le commerce entre le Sénégal et le Rwanda. Cependant, il est important de reconnaître que certaines langues sont essentiellement parlées et n'ont pas de forme écrite. En outre, les langages machine sont souvent spécialisés dans des domaines spécifiques. Cela signifie qu'il faut disposer d'un ensemble de données terminologiques adaptées au domaine concerné pour garantir une traduction précise et efficace". M. Audace a souligné l'absence de lois sur la confidentialité des données dans la plupart des pays africains, ce qui complique encore l'utilisation et le développement d'une IA "équitable" :

"D'une part, les innovateurs se voient refuser l'accès à des données qui devraient être facilement accessibles et, d'autre part, les données des utilisateurs sont exploitées d'une manière qui peut être préjudiciable. En outre, les utilisateurs qui partagent leurs données sans les comprendre et sans y consentir risquent de subir des préjudices. Les gens doivent comprendre ce qu'ils consentent en premier lieu. Il est essentiel de mettre en place une gouvernance des données, mais il est tout aussi important de veiller à ce que les principes d'utilisation des données s'alignent sur les réalités du Sud et soient fermement ancrés dans les cadres des droits humains. Pour ce faire, il est essentiel d'intégrer les valeurs locales dans la création des ensembles de données. Cela nécessite le développement des capacités de toutes les parties prenantes, non seulement l'accès à la technologie, mais aussi des mesures visant à retenir les talents sur le continent et à prévenir la fuite des cerveaux."

Cet article a été rédigé à partir d'une conférence organisée par l'Agence française de développement (AFD) visant à explorer les défis liés au développement de modèles et de technologies d'intelligence artificielle innovants tout en tenant compte des spécificités linguistiques du continent africain.



À PROPOS DE FORUS



Forus est un réseau mondial innovant qui travaille sur l'espace civique, l'Agenda 2030, le financement du développement durable, le développement des capacités et bien plus encore. Il réunit 68 membres nationaux et 7 coalitions régionales représentant plus de 22 000 ONG.



**"LES GENS DOIVENT
COMPRENDRE CE QU'ILS
CONSENTENT EN
PREMIER LIEU."**

IA ET DROITS DU TRAVAIL

Par Camilla Lohenoja, SASK (sask.fi)

L'IA n'est pas simplement un nouveau type de technologie. Elle a le potentiel de changer notre façon de travailler, notre façon d'interagir, notre façon de traiter les connaissances, et ce dans tous les secteurs industriels. L'IA bouleverse profondément le monde du travail et les droits des travailleurs.

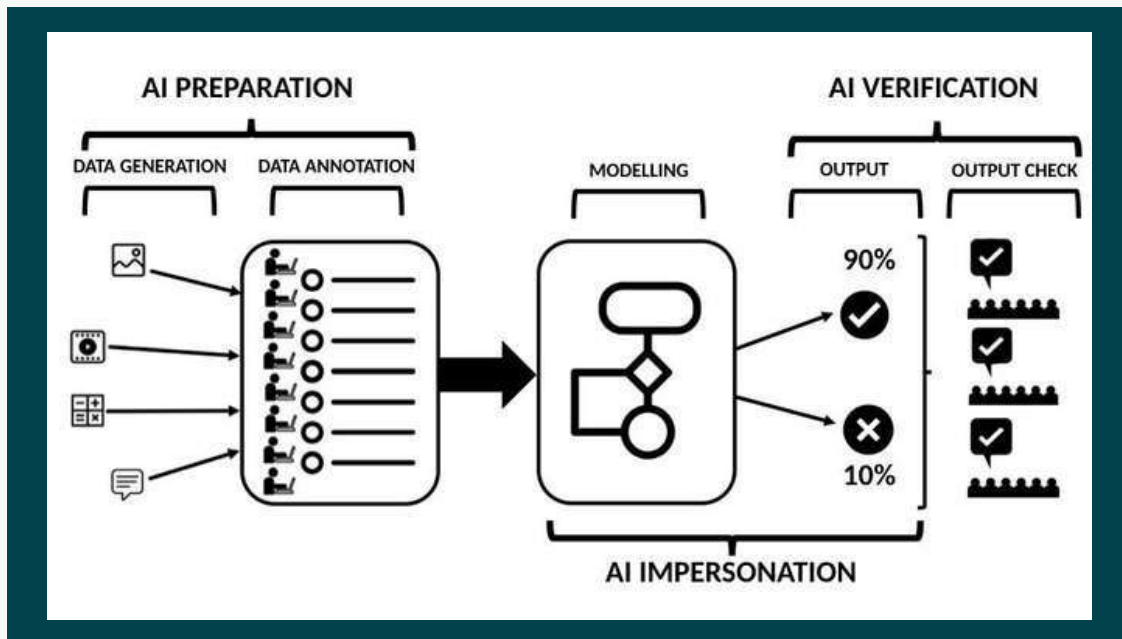
L'IA a un énorme potentiel d'innovation et d'efficacité. Elle peut contribuer à la réussite économique d'une entreprise, ainsi qu'à de bonnes conditions de travail et à des emplois de qualité. Cependant, de plus en plus de signes montrent que l'IA est à l'origine de pertes d'emplois, de déqualification, de dégradation des conditions de travail, d'emplois précaires et de menaces pour la démocratie, l'inclusion et l'égalité, alors que les entreprises, en particulier les grandes entreprises technologiques, en tirent profit. Par exemple, de nombreux algorithmes pourraient aider les travailleurs à rendre leur travail plus sûr et moins pénible. Mais ces algorithmes n'existent pas car les entreprises n'ont pas intérêt à les développer. Par ailleurs, les décisions de la direction déterminent l'impact de l'IA sur les travailleurs. Le fait que l'IA soit l'autorité de décision finale ou un simple outil d'évaluation humaine a une forte incidence sur les travailleurs. Dans le premier cas, la gestion algorithmique est beaucoup moins humaine que la gestion humaine. Dans le second cas, l'IA peut responsabiliser les travailleurs et les amener à l'apprécier.

La surveillance numérique assistée par l'IA sur les lieux de travail n'a généralement rien de nouveau par rapport aux formes précédentes de surveillance. Ce qui est différent, c'est son:

- **L'exhaustivité** : une grande variété de données sur le travailleur est collectée à partir de sources multiples
- **Continuité** : la surveillance est constante et s'étend au-delà du lieu de travail
- **Immédiateté** : la collecte et l'analyse des données se font en temps réel
- **Interactivité** : la communication et les commentaires se font en temps réel
- **Inévitabilité** : la surveillance est intégrée aux processus et aux appareils de travail

L'IA a des effets à la fois décroissants et croissants sur la demande de main-d'œuvre. D'une part, l'IA accélère l'automatisation du travail, ce qui entraîne souvent des pertes d'emploi et une déqualification. D'autre part, l'IA crée de nouveaux types de travail précaire et marginalisé, à savoir le travail sur plateforme. Le travail sur plateforme, qui repose sur l'IA et la gestion algorithmique, place les travailleurs en dehors de la main-d'œuvre traditionnelle, sans que le droit du travail ou les contrats de travail ne les protègent, en particulier dans les pays en développement. En outre, l'IA a créé des emplois qui suscitent une forte anxiété chez les travailleurs. Le graphique ci-dessous montre comment l'IA est construite en utilisant beaucoup de main-d'œuvre. Les annotateurs de données sont ceux qui font le "sale boulot", c'est-à-dire qu'ils modèrent le contenu nuisible des données. Les annotateurs de données doivent regarder un grand nombre d'images et de vidéos violentes et d'autres types de contenus stressants au cours de leur journée de travail. Cette annotation des données. Cette annotation de données est souvent réalisée par des plateformes, en particulier en Afrique.

LE TRAVAIL HUMAIN DERRIÈRE L'IA



Le formateur, le vérificateur, l'imitateur : Trois façons dont les travailleurs des plateformes humaines soutiennent l'intelligence artificielle - Paola Tubaro, Antonio A Casilli, et Marion Coville.

Le graphique ci-dessus est tiré d'un article qui met en lumière le rôle de la main-d'œuvre des plateformes numériques dans le développement de l'intelligence artificielle actuelle, fondée sur des algorithmes d'apprentissage automatique à forte intensité de données. L'accent est mis sur la manière dont l'externalisation des tâches liées aux données vers une myriade de "micro-travailleurs", recrutés et gérés par le biais de plateformes spécialisées, alimente les assistants virtuels, les véhicules autopilotés et les objets connectés.



A PROPOS DE SASK



SASK est l'organisation des droits humains des syndicats de Finlande. En responsabilisant les syndicats et en renforçant leurs capacités, la SASK vise à faire respecter les droits internationaux du travail, à promouvoir un travail décent et des salaires décents et ainsi à soutenir la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales.

NAVIGUER DANS L'IA AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ASIATIQUE

Par Jytosna Mohan Singh, coordinatrice régionale, Asia Development Alliance (ADA)

L'intelligence artificielle, lorsqu'elle est exploitée de manière positive, présente un grand potentiel, en particulier dans le domaine de la recherche. Cependant, au sein de la société civile, elle suscite souvent des inquiétudes. L'utilisation de l'IA dans la recherche peut involontairement conduire à des problèmes tels que la duplication, le vol de données et une confusion accrue. En outre, les données générées par l'IA peuvent être manipulées, ce qui présente un risque et discrédite les activistes, les défenseurs des droits humains et la société civile.

En Asie du Sud et du Sud-Est, ainsi qu'en Asie centrale, les conditions sont loin d'être favorables. L'espace civique ne cesse de se rétrécir, avec des restrictions à la liberté d'expression et d'association. La société civile a du mal à demander des comptes au gouvernement. Dans certains pays, des personnes peuvent être emprisonnées simplement pour avoir exprimé des opinions, même si elles ne sont pas offensantes. Pendant la pandémie de Covid-19, les gouvernements de notre région ont intensifié la réglementation, ce qui a conduit à l'arrestation d'activistes de la société civile pour avoir remis en question la réponse à la pandémie. Malheureusement, ce rétrécissement de l'espace civique est rarement abordé dans les examens nationaux volontaires aux Nations unies. La capacité de la société civile à aborder cette question est limitée, ce qui souligne la gravité de la situation.

Des efforts concertés sont nécessaires pour répondre à ces préoccupations. Les violations de données sont d'une fréquence alarmante. Je reçois chaque semaine de nombreuses demandes anonymes, souvent en provenance de numéros internationaux, qui soulèvent des questions relatives à la protection de la vie privée. Les gouvernements doivent prendre des mesures plus proactives pour lutter contre ces violations. La facilité avec laquelle les individus peuvent accéder aux données personnelles met en péril la sécurité des systèmes virtuels. Il est essentiel de disposer d'un outil complet pour protéger la vie privée et prévenir la discrimination. Des efforts devraient être déployés aux niveaux national et régional, les gouvernements assumant la responsabilité de la protection de l'IA et des utilisateurs de la technologie.

D'autres technologies pilotées par les gouvernements, telles que la reconnaissance faciale, constituent également une menace importante. Bien qu'elle ait des applications légitimes, elle peut être utilisée pour suivre et cibler des individus sous surveillance, même si leurs actions sont pacifiques ou dans l'intérêt public. Les activistes qui défendent la protection de l'environnement ou les droits des peuples indigènes sont concernés. En outre, le potentiel d'utilisation frauduleuse, où quelqu'un peut créer des vidéos à partir d'images, la prolifération de Deep Fakes de plus en plus sophistiqués, ajoutent aux préoccupations.

L'exploration du potentiel de l'IA dans ces domaines est en cours, mais le renforcement des capacités est crucial. Il est primordial de comprendre comment l'IA peut être utilisée efficacement. Toutefois, il est essentiel de noter qu'à ce stade, l'IA révèle souvent les vulnérabilités plus qu'elle n'améliore la transparence. De nombreuses questions restent sans réponse et une exploration plus poussée est nécessaire pour déterminer comment l'IA peut contribuer à améliorer la gouvernance, la transparence et la responsabilité de manière efficace.

Par ailleurs, en ce qui concerne la gouvernance de l'internet, le déséquilibre Nord-Sud est toujours d'actualité. Les disparités mondiales en matière de gouvernance de l'internet sont considérables, avec des différences marquées entre le Nord et le Sud. Des pays comme l'Inde ont réalisé des progrès significatifs en matière de gouvernance numérique et d'accessibilité à l'internet. Cependant, de nombreuses nations d'Asie du Sud, comme le Népal, le Pakistan et le Bangladesh, n'ont toujours pas accès à l'internet, en particulier dans les zones reculées, et les sièges à la table des décisions sont rares.

Ma vision va au-delà de la seule société civile ; elle englobe le grand public et la communauté. Je rêve d'une société où la liberté d'expression est chérie, où les gens peuvent exprimer leurs opinions sans préjugés. Dans ce rêve, les gouvernements sont réceptifs aux solutions sans parti pris. J'imagine une région du Sud où l'air est pur, le ciel est dégagé et l'environnement naturel est magnifique - la vision d'un avenir meilleur pour tous.



À PROPOS D'ADA

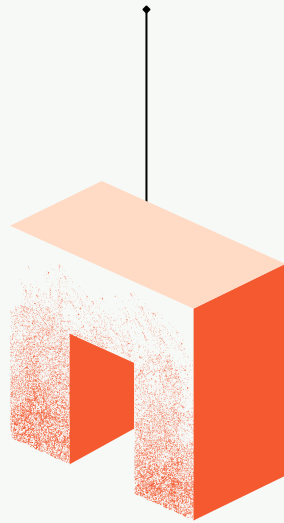


La Asia Development Alliance (ADA) est un réseau régional innovant qui renforce la société civile et joue un rôle de catalyseur du changement social. Elle rassemble 30 plateformes nationales d'OSC représentant plus de 10 000 organisations d'Asie du Sud, du Sud-Est, du Nord-Est et d'Asie centrale.



**"JE RÊVE D'UNE SOCIÉTÉ
OÙ LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION EST
CHÉRIE, OÙ LES GENS
PEUVENT EXPRIMER
LEURS OPINIONS SANS
PRÉJUGÉS."**

6 FAITS SUR L'IA



Alan Turing



Alan Turing a développé le concept d'une machine à calculer théorique dans les années 1930.

L'espace civique



Les violations de la vie privée, la surveillance de masse et les biais algorithmiques suscitent des inquiétudes.

L'éthique



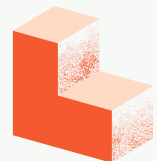
La société civile sensibilise à l'importance de l'équité, de la transparence et de la responsabilité dans les systèmes d'IA.

L'IA au service du bien



L'IA peut contribuer à résoudre des problèmes liés aux soins de santé, à l'éducation, à la pauvreté, à la préservation de l'environnement, etc.

Représentation



La nécessité d'une représentation diversifiée dans les équipes d'IA peut atténuer les préjugés et garantir que les technologies d'IA servent tous les segments de la société de manière égale.

Des outils d'IA pour changer les politiques



L'IA peut aider à identifier des modèles, à générer des idées et à plaider en faveur de changements politiques qui font avancer les causes de la justice sociale.

VOICI NOS 10 RECOMMANDATIONS

Les recommandations présentées dans ce manifeste ont été élaborées en collaboration avec un groupe consultatif de la société civile. Elles englobent des éléments clés tels que les droits de l'homme, l'espace civique, le développement des capacités et l'inclusivité dans le contexte de l'IA et de l'apprentissage automatique.



01

L'IA éthique

Promouvoir la réflexion sur l'éthique, la recherche et le dialogue public sur la base des droits humains, des implications de l'IA et de ses effets potentiels.

03

Groupes de travail

Coordonner la mise en place de groupes de travail nationaux et régionaux pour une recherche sûre en matière d'IA et proposer des lignes directrices qui éduqueront les utilisateurs.

05

Redevabilité

Les entreprises et autres acteurs non gouvernementaux devraient veiller à ce que leurs efforts de diligence raisonnable soient complétés par une responsabilisation significative et un contrôle indépendant, notamment de la part d'experts en questions techniques et en matière de droits humains, tels que des universitaires et des représentants de la société civile. L'élaboration, la mise en œuvre et la surveillance de ces approches devraient impliquer toutes les parties prenantes concernées, y compris celles des pays du Sud et celles les plus susceptibles d'être touchées par l'IA.

02

Renforcement des capacités

Fournir à la société civile les aptitudes, compétences et attitudes nécessaires en matière d'information pour soutenir la culture numérique, l'hygiène numérique, la pensée critique et les compétences interculturelles ; l'évaluation du contenu et la sensibilisation aux conséquences visibles et inconnues de l'utilisation de l'IA.

04

Politiques

Promouvoir des politiques et des réglementations qui tiennent compte des nouvelles technologies en termes de protection des citoyens, d'équité du marché et de mise en œuvre, tout en permettant aux nouvelles technologies et aux entreprises de prospérer.

06

Cadres juridiques et réglementaires

Les gouvernements devraient veiller à ce que l'élaboration de cadres juridiques et réglementaires sur l'IA soit inclusive et consultative, et implique un large éventail de parties prenantes pour lutter contre les inégalités politiques, socio-économiques et régionales.

07

Évaluation de l'impact sur les droits humains

Les développeurs et les déployeurs d'IA (dans les secteurs privé et public) devraient entreprendre des évaluations obligatoires d'impact sur les droits de l'homme pour le développement, les marchés publics et le déploiement de technologies d'IA, en mettant un accent particulier sur le droit à la vie privée et les impacts sur l'espace civique. Ces évaluations d'impact devraient impliquer une participation significative de plusieurs parties prenantes, y compris la société civile.

09

Droits des travailleurs

Les gouvernements et les entreprises doivent reconnaître les droits des travailleurs en matière de données et faire preuve de transparence sur les données qui sont extraites des travailleurs, comment et à quoi servent ces données.

08

Dialogue multipartite

Les organismes gouvernementaux et intergouvernementaux devraient faciliter et renforcer un dialogue multipartite continu, en particulier entre les fournisseurs de technologies et les organisations de la société civile, afin de favoriser la confiance, la responsabilité et la coopération.

10

Récits

Pour favoriser une compréhension globale et promouvoir un développement équitable, nous devons élargir la portée des discussions. Mais pas de manière symbolique. Cela signifie impliquer activement les voix des femmes, des jeunes, des groupes autochtones, des personnes handicapées et d'autres communautés sous-représentées pour relever les défis et opportunités aux multiples facettes qu'offre l'IA.

QUE DÉFINISSONS-NOUS COMME L'AI "ÉTHIQUE" ?

L'IA éthique intègre les droits humains, l'espace civique, l'inclusion, la non-discrimination, l'équilibre des pouvoirs, l'accès aux forums de gouvernance de l'Internet et aux espaces d'élaboration et de prise de décision. Il fait référence au développement et au déploiement responsables de technologies d'intelligence artificielle qui donnent la priorité à la protection des libertés, garantissent un accès et des avantages équitables pour tous, soutiennent les communautés historiquement marginalisées, sont fondées sur la transparence et la responsabilité et engagent activement les citoyens dans l'élaboration des politiques et pratiques en matière d'IA.





PROCHAINES ÉTAPES



Rejoignez le lancement

Rejoignez-nous le 6 décembre pour discuter des histoires, des visions et des recommandations du Manifeste de la société civile pour une IA éthique dans plusieurs langues ! La réunion bénéficiera d'une interprétation simultanée en anglais, français et espagnol.

Inscrivez-vous ici.



Partagez votre histoire

Vous souhaitez partager votre expérience et vos ressources ou l'IA ? Nous développons un numérique ; plateforme interactive & multilingue ouverte aux contributions.

Si vous souhaitez nous rejoindre, inscrivez-vous au Manifeste ici.

POUR PLUS INFORMATION



Bibbi Abruzzini
bibbi[at]forus-international.org





L'IA ET LA SOCIÉTÉ CIVILE : RESSOURCES

Découvrez une liste d'initiatives, de boîtes à outils et d'idées novatrices en matière d'IA !



PROTOCOLE INDIGÈNE ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE PRISE DE POSITION

Le document de synthèse sur le protocole autochtone et l'intelligence artificielle (IP AI) est un point de départ pour ceux qui souhaitent concevoir et créer l'IA à partir d'une position éthique centrée sur les préoccupations autochtones.

<https://www.indigenous-ai.net/position-paper/>

L'UTILISATION DE L'IA GÉNÉRATIVE POUR LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS (WITNESS)

Réflexions sur l'utilisation responsable des outils d'IA pour la création et la modification de photos, de vidéos et de sons.

<https://blog.witness.org/2023/06/using-generative-ai-for-human-rights-advocacy/>

DEEPPFAKES, MÉDIAS SYNTHÉTIQUES ET IA GÉNÉRATIVE (WITNESS)

WITNESS aide les gens à utiliser la vidéo et la technologie pour protéger et défendre les droits humains. Notre équipe chargée des menaces et des opportunités technologiques s'intéresse très tôt aux technologies émergentes susceptibles de renforcer ou de saper notre confiance dans les contenus audiovisuels. S'appuyant sur des années de recherche fondamentale et de plaidoyer mondial sur les médias synthétiques, nous nous préparons à l'impact de l'IA sur notre capacité à discerner la vérité. En consultation avec des défenseurs des droits humains, des journalistes et des technologues sur quatre continents, nous avons identifié les préoccupations les plus pressantes et les recommandations sur ce que nous devons faire maintenant.

<https://www.gen-ai.witness.org/>

LES LÉGISLATEURS EUROPÉENS DOIVENT COMBLER UNE LACUNE DANGEREUSE ET PROTÉGER LES DROITS HUMAINS DANS LA LOI SUR L'IA (EDRI)

Plus de 115 organisations de la société civile demandent aux législateurs européens de supprimer une faille importante dans le processus de classification à haut risque de la loi sur l'intelligence artificielle (IA) et de maintenir un niveau élevé de protection des droits des personnes dans la législation.

<https://edri.org/our-work/civil-society-statement-eu-close-loop-hole-article-6-ai-act-tech-lobby/>

ABUNDANT INTELLIGENCES

Le programme de recherche "Abundant Intelligences" repense la manière de conceptualiser et de concevoir l'intelligence artificielle (IA) sur la base des systèmes de connaissances indigènes (IK).

<https://www.indigenous-ai.net/abundant>

CENTRE D'APPRENTISSAGE DE L'IA (ECNL)

Ressources et vidéo-explications personnalisées sur les libertés civiques, les garanties et la transparence dans le développement des technologies numériques et de l'IA.

<https://learningcenter.ecnl.org/#technology-and-artificial-intelligence>

CADRE POUR UNE PARTICIPATION/UN ENGAGEMENT SIGNIFICATIF DU PUBLIC DANS LE DÉVELOPPEMENT DE L'IA (ECNL)

Les études d'impact des systèmes d'IA sur les droits humains nécessitent un engagement significatif de la part des personnes les plus touchées. L'ECNL et SocietyInside ont créé un cadre visant à répondre à ce besoin.

<https://ecnl.org/publications/framework-meaningful-engagement-human-rights-impact-assessments-ai>

L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS LA TECHNOLOGIE : "LE CYCLE DE LA MARGINALISATION PEUT ET DOIT ÊTRE BRISÉ" (FORUS)

L'engagement virtuel est biaisé. Les femmes et les filles sont confrontées à des obstacles pour accéder à la technologie et doivent surmonter les normes socioculturelles inhérentes qui maintiennent les portes fermées lorsqu'il s'agit de leur capacité à entrer dans la sphère numérique et à l'influencer. Dans le cadre de #MarchWithUs, nous demandons à Jane Coffin, conseillère principale de Connect Humanity et à Dianne Olivan, experte en genre et en droits numériques, pourquoi le monde en ligne reste un espace hostile pour les femmes et comment nous pouvons changer cela.

<https://www.forus-international.org/en/custom-page-detail/97928-gender-patterns-in-tech-the-cycle-of-marginalization-can-and-must-be-broken>

L'UE DOIT PROTÉGER LES DROITS HUMAINS LORS DU PROCHAIN VOTE SUR LE PROJET DE LOI RELATIF À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

"Le vote du Parlement européen sur la loi relative à l'intelligence artificielle en mai offre à l'Union européenne (UE) une occasion importante de réglementer les technologies de l'intelligence artificielle (IA) afin de protéger et de promouvoir les droits humains, a déclaré Amnesty International dans une lettre ouverte adressée aux membres des principales commissions du Parlement."

<https://www.amnesty.org/es/latest/news/2023/04/eu-european-union-must-protect-human-rights-in-upcoming-ai-act-vote/>

LABORATOIRE DE LOCALISATION

Rendre les technologies FLOSS accessibles en collaborant avec les développeurs, les organisations, les utilisateurs finaux et les communautés dans le besoin. Notre localisation participative permet d'obtenir des traductions plus précises et plus opportunes et ouvre l'accès à l'internet pour les utilisateurs du monde entier.

<https://www.localizationlab.org/>

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE RÉVOLUTIONNE LA MANIÈRE DONT NOUS ABORDONS LES PROBLÈMES MONDIAUX, MAIS ELLE S'ACCOMPAGNE DE PRÉOCCUPATIONS LIÉES À LA RESPONSABILITÉ, À L'ÉQUITÉ ET À LA TRANSPARENCE.

Les entreprises et les gouvernements peuvent soutenir la société civile en lui faisant une place à la table des discussions sur l'IA responsable. Le tabouret de la gouvernance de l'IA repose sur trois pieds : les pouvoirs publics, les entreprises et la société civile. L'approche visant à garantir l'utilisation responsable et bénéfique de cette technologie émergente doit inclure ce troisième pied si nous voulons réussir.

<https://www.weforum.org/agenda/2021/07/civil-society-help-ai-benefits/>

FINGO POWERBANK

Fingo Powerbank soutient les ONG de développement dans trois domaines : les innovations, les solutions technologiques et la collaboration avec le secteur privé. Elles organisent des formations, partagent des informations et rassemblent les acteurs, entre autres activités. Leur objectif est de stimuler les efforts conjoints pour un monde durable. Leur site web est le bon endroit pour commencer à trouver des outils précieux et du matériel d'apprentissage.<https://fingo.fi/en/fingo-powerbank/>

CES CHERCHEURS AFRICAINS QUI CRÉENT UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE PLUS FINE

Connaissez-vous Indaba ? Cette communauté de plus de 400 chercheurs africains en intelligence artificielle se réunit tous les ans pour travailler sur des chantiers communs. Elle planche entre autres sur la mise au point d'un modèle de langage alternatif à celui qui a permis la naissance du robot conversationnel ChatGPT. En s'appuyant sur les 2 000 langues du continent, il pourrait être plus riche que son équivalent américain.

<https://deeplearningindaba.com/2023/>

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : OÙ EN EST L'AFRIQUE ?

Les débats montent autour des usages de l'IA dans le monde, l'Afrique n'est pas en reste. Quels sont les pays en pointe ? Quels sont les principaux défis à relever ?

https://www.lepoint.fr/afrique/intelligence-artificielle-ou-en-est-l-afrique-15-05-2023-2520202_3826.php#11

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET DROITS HUMAINS EN ASIE DU SUD-EST (ENGAGEMEDIA)

Depuis 2019, EngageMedia explore et fait des recherches sur l'IA du point de vue de l'intérêt public, couvrant des sujets allant des lignes directrices éthiques pour l'IA, de l'importance de la justice des données dans le cadre de l'IA et de la nécessité d'une gouvernance de l'IA en Asie du Sud-Est. Ce projet documente l'impact de l'IA dans la région - de ses avantages et utilisations, à ses complications et dangers.

<https://engagemedia.org/projects/ai/>

DROITS HUMAINS ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'intelligence artificielle est un outil extrêmement puissant et nécessaire pour nous aider à relever les immenses défis que nous devons surmonter en tant qu'espèce. Mais si les facteurs sociaux, éthiques et liés à l'emploi sont négligés lors de son développement, l'IA peut devenir une arme d'inégalité, de contrôle et de destruction.

<https://revistascientificas.us.es/index.php/ies/article/view/19991/18602>

L'ÉTAT DE L'INÉGALITÉ NUMÉRIQUE : PERSPECTIVES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LES OBSTACLES AU PROGRÈS DANS NOTRE MONDE NUMÉRISÉ (CONNECT HUMANITY)

Basé sur les réponses à l'enquête de plus de 7500 participants dans 136 pays, ce rapport fournit la plus grande cartographie jamais réalisée des barrières numériques auxquelles sont confrontées les organisations de la société civile - et celles auxquelles sont confrontées les communautés qu'elles servent. Il fournit des données sur toute une série de questions, notamment l'accès, l'accessibilité financière, les compétences numériques, la politique et le financement des efforts en matière d'équité numérique.

<https://connecthumanity.fund/digital-inequity-report/>

CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR L'IA GÉNÉRATIVE ET LES DROITS HUMAINS (ACCESSNOW)

Chaque jour, les colonnes des journaux et les flux des médias sociaux sont remplis d'une quantité égale d'optimisme exagéré sur la façon dont l'"IA générative" va changer le monde et de catastrophisme de science-fiction sur le fait qu'elle va mettre fin à l'humanité. Au milieu de tout ce bruit, les commentateurs et les entreprises négligent la réalité de l'impact que les applications d'IA nouvellement populaires ont déjà sur la vie des gens et sur leurs droits fondamentaux. Dans cet article explicatif, nous allons au-delà du battage médiatique pour découvrir la vérité sur ce que l'IA générative peut (et ne peut pas) faire, et pourquoi elle est importante pour les droits humains dans le monde entier.

<https://www.accessnow.org/what-you-need-to-know-about-generative-ai-and-human-rights/>

HISTOIRES FAVORABLES - COMMENT LA SOCIÉTÉ CIVILE PEUT CONSTRUIRE DE NOUVEAUX RÉCITS DANS UN MONDE TRANSFORMÉ PAR LA NUMÉRISATION ET LA PANDÉMIE DE COVID-19 (FORUS)

L'objectif de ce rapport est d'examiner deux facteurs clés qui ont rapidement transformé l'espace civique à travers le monde ces dernières années, ayant souvent un impact négatif sur les droits et les libertés des militants et des praticiens de la société civile, ainsi que sur leur environnement opérationnel. Ces facteurs sont, premièrement, la pandémie de santé mondiale COVID 19 et, deuxièmement, l'accélération du processus mondial de numérisation.

https://www.forus-international.org/fr/extra/hub/resources-publications?modal_page=pdf-detail&modal_detail_id=88273-enabling-stories-how-civil-society-can-build-new-narratives-in-a-world-transformed-by-digitalization-and-the-covid-19-pandemic



Manifeste de la société civile pour une IA éthique



Forus est un réseau dirigé par ses membres, composé de 68 plateformes nationales d'ONG et de 7 coalitions régionales de tous les continents, représentant plus de 22 000 ONG actives au niveau local et international dans les domaines du développement, des droits humains et de l'environnement.



Cette publication a été réalisée avec l'aide de l'Agence française de développement et de la Fondation de France. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Forus et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les opinions de l'Agence française de développement ou de la Fondation de France.

Crédits photos: Forus, Midia Ninja, Both Nomads, Sanjog Manandhar, Melania Torres, Sebastian Barros.

Entretiens réalisés par Bibbi Abruzzini et Clarisse Sih - Forus.